

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 19 juin 2024**

Dans la prochaine causerie, je vous raconterai comment j'ai vécu les deux derniers mois ou les raisons de mon absence ou silence.

En gros : plus d'ordinateur pendant plus d'un mois ; plus d'Internet pendant un mois et demi ; maladie de mon beau-fils qui s'occupe de la maintenance informatique avec un de ses potes ; une seconde fois une nuit je me suis retrouvé à suffoquer croyant mon heure arrivée ; épuisement total, donc arrêt ou presque de la cigarette depuis deux mois (2 clopes maximum), de l'alcool, sauf jours de fête, du café définitivement aussi, du coup j'ai le cerveau qui fonctionne au ralenti, mais je compense en dormant 8 à 11 heures par jour, je récupère vite ; une demie journée devant l'écran maximum une fois tous les deux jours, opération des deux yeux prévues d'ici la fin de l'année. J'allais oublier la forte chaleur, on est en été ici, mais heureusement cette année elle a duré peu de temps et on n'a pas dépassé 40°C à l'ombre, le climat se refroidit, ne riez pas.

Ne pouvant plus intervenir sur mon blog, de rage j'avais viré la page d'accueil du serveur. Pourris de virus et autres saloperies, endommagés, il a fallu changer les 2 disques durs, le modem et la carte Sim, et télécharger à nouveau tous les logiciels en français. Dorénavant les deux ordinateurs sont mieux protégés et les logiciels sont des originaux partagés et non des copies illégales, donc indétectables et de meilleures qualités. J'ai encore perdu de nombreux documents, peu importe.

La situation politique actuelle est inextricable, on l'a déjà dit, on fera avec, on n'a pas le choix, d'autant plus qu'il n'est pas interdit d'adopter une orientation politique juste ou conforme au socialisme.

La prochaine causerie entre les deux tours des élections législatives, la suivante quelques jours après le second tour, étant loin de la France, je dois attendre de réunir un maximum de données avant de me prononcer sur la situation.

J'en profite pour remercier chaleureusement les lecteurs qui ont pris soin de ne pas prendre de mes nouvelles au cours de ces deux derniers mois. Portez-vous bien et bonne continuation.

---

Je vous fais grâce des commentaires suite aux élections européennes et des pronostics après la dissolution de l'Assemblée nationale, on se contentera des éléments regroupés dans cette causerie en plus de ceux que vous possédez déjà.

Les différents scénarios possibles le lendemain du 7 juillet confirment qu'à la crise permanente du capitalisme toujours plus profonde s'ajoute dorénavant une crise politique dont ils ne pourront s'extraire temporairement qu'en recourant au fascisme ou à une guerre ou les deux à la fois, à moins qu'avant une révolution prolétarienne emporte leur régime économique et politique, mais dans l'état actuel des choses il ne faut pas rêver, au mieux elle pourrait intervenir au cours de cette guerre sans

qu'on puisse prévoir son issue, d'autant plus qu'aucun parti ne se positionne réellement dans cette perspective politique.

Pour me faire une idée exacte de la situation, je ne me fierai pas aux militants qui prennent trop leurs désirs pour la réalité et passent leur temps à la déformer, vaut mieux observer l'attitude des masses, et là je ne suis pas bien placé à 10.000 km de la France, et absent de ce pays depuis 22 ans.

On se contentera des faits, par exemple : 93% des communes ont placé Jordan Bardella et le Rassemblement national en tête lors des élections européennes, soit dans 32 613 des 35 015 communes françaises, soit 93,2% d'entre elles. (AFP 10 juin 2024)

48,6% d'abstention aux européennes de 2024, près d'un travailleur sur deux n'a pas voté.

RN = 7 765 936 voix

LFI = 2 448 703 voix

PT = 4120 voix

53,8 % d'abstention aux législatives de 2022, plus d'un travailleur sur deux n'avait pas voté. La différence est de 5%

RN = 3 369 346 voix

LFI = 3 265 656 voix

POID = 24 825 voix

On constate qu'un travailleur sur deux ne se reconnaît dans aucun parti politique, et que parmi ceux qui votent encore, plus des trois quarts se portent vers des partis étiquetés à droite en incluant le PS et ses satellites ou des formations d'extrême droite, voilà qui permet de situer leur niveau de conscience politique, sans en tirer des conclusions définitives tant sont nombreuses leurs illusions ou contradictions, qui peuvent évoluer en même temps que la situation ou l'aggravation de leur condition dans un sens ou un autre, le meilleur ou le pire...

LFI qui passait pour l'acteur politique le plus à gauche susceptible d'arriver au pouvoir, a recueilli 9,9% des voix exprimés, moins de 5% en tenant compte de l'abstention, c'est d'ailleurs le score autour duquel LFI voisine dans les trois quarts des circonscriptions, je l'ai vérifié en surfant sur une carte interactive fournissant les résultats par circonscription, si vous lui retirez les voix obtenues en région parisienne ou dans certaines circonscriptions fortement peuplées, LFI aurait terminé entre 5 et 6%, au même niveau que les écologistes. Quant à l'extrême gauche, avec environ 0,1% elle est inexistante. Les candidats souverainistes conservateurs ou d'extrême droite qui appelaient à la rupture avec l'UE n'ont pas dépassé 1%.

Ceux qui appellent à voter Front populaire veulent nous refaire le coup de 1981. En imaginant qu'il l'emporte le 7 juillet prochain, Macron pourrait nommer Hollande Premier ministre, vous voyez le topo. Ils affirmeront que cela pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, ben voyons, alors qu'Hollande serait soutenu par tous les syndicats et partis dit de gauche, ceux du centre jusqu'à Renaissance si nécessaire. Les masses seraient privées de toute représentation politique, dans ces

conditions, qu'est-ce que vous espérez qu'il en sorte, rien de bon hélas, on n'a pas fini de payer très cher plus de 75 ans d'opportunisme, de reniements et de trahisons.

Je comprends ceux qui sont tentés d'y croire et qui iront voter Front populaire. Hier, quand l'extrême droite était la seule formation à pouvoir battre Macron, il y en a parmi nous qui étaient prêts à voter pour elle, ce qui témoignait une grande confusion ou une conscience politique plutôt défaillante. Je soupçonne, sans pouvoir en apporter la preuve, que des centaines de milliers ou quelques millions de travailleurs ont voté RN aux européennes juste pour infliger une raclée à Macron, si l'intention était louable évidemment, le moyen l'était déjà beaucoup moins car emprunt des pires et dangereuses illusions qui soient. Les résultats dans certaines circonscriptions semblent étayer mon hypothèse. Demain abandonneront-ils RN pour le Nouveau front populaire, je l'ignore, résultat le 7 juillet prochain.

De mon côté, je n'ai nullement l'intention de colporter des illusions chez les travailleurs dans ces agents de la réaction. Je ne voterai pas, puisque je ne suis même pas inscrit au Consulat de France de Pondichéry, j'appelle à boycotter ces élections. N'oubliez jamais de quoi est porteur le Front populaire, avec lui un peu plus tôt ou un plus tard vous aurez le droit au fascisme et/ou à la guerre, à ce moment-là vous aurez le temps d'apprécier les congés payés sous ce régime, par exemple, s'ils existent encore !

Une telle compromission serait fatale, jamais vous ne pourriez la justifier par la suite, pire, vous devriez en assumer toutes les conséquences dramatiques, vous expliquer auprès de ses victimes. C'est d'autant plus ridicule qu'on y est pour rien si toutes les composantes du Nouveau front populaire sont réactionnaires. Dans le passé, des millions et millions de travailleurs leur avaient accordé leur confiance et ils les ont trompés, du coup ils ont cessé de voter pour eux, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur donne tort, n'est-ce pas ? Ils ont eu raison, quand quelqu'un vous berne ou viole la confiance que vous lui aviez accordée, vous n'allez tout de même pas aller vous jeter dans ses bras à la première occasion. Il faut arrêter les conneries un moment donné ou être sérieux, car c'est de notre destin, celui de tout un peuple et bien au-delà dont il s'agit ici, on ne plaisante pas avec ce sujet. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on développe subitement une pulsion suicidaire juste pour se faire plaisir, c'est délirant, n'est-ce pas ?

Je vous invite à lire le document qui figure à la fin de cette causerie, il donne un aperçu assez précis de l'orientation politique qu'il y a lieu d'adopter pour s'en sortir conformément aux intérêts de notre classe, du socialisme.

---

### **Crise politique en France.**

Le résultat des élections législatives prévues le 30 juin et le 7 juillet s'annonce incertain. Selon la répartition des sièges à l'Assemblée, le pays pourrait connaître une cohabitation ou un blocage. francetvinfo.fr 16 juin 2024

---

### **Les articles 49.3 et 16 au secours du régime.**

#### **L'article 49.3 de la Constitution**

Le 49.3 donne la possibilité au Premier ministre de faire adopter un projet de loi sans un vote de l'Assemblée nationale. Il engage pour cela la responsabilité du gouvernement après délibération du Conseil des ministres. Le texte est réputé adopté si aucune motion de censure contre le gouvernement n'est votée.

### **L'article 16 de la Constitution**

Historiquement, l'article 16 s'inspire de la théorie des circonstances exceptionnelles.

La deuxième raison invoquée par le général de Gaulle pour que cet article soit inscrit dans la Constitution fut la peur d'une révolution de l'intérieur, menée par les communistes. Il déclare : « *Nous avons à l'intérieur de notre pays un nombre considérable, hélas, de Français qui ne jouent plus pour la France [...] et nous pouvons nous trouver, d'un moment à l'autre, dans une crise indescriptible* »

Les termes de l'article font débat. La décision finale de mettre en application l'article 16 n'appartient qu'au Président de la République et les garde-fous juridiquement établis (consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel, consultation du Conseil constitutionnel sur les mesures prises) sont peu contraignants, car ceux-ci ne lient pas le président. Le Comité consultatif constitutionnel avait, afin d'instaurer un garde-fou sérieux, proposé que l'avis du Conseil constitutionnel soit liant. En l'état actuel de l'article 16, son avis n'est pas liant, et il ne peut mettre fin aux pouvoirs exceptionnels.

Du fait des pouvoirs exceptionnels accordés au Président, le constitutionnaliste Jean Gicquel qualifie le déclenchement de l'article 16 d'une « *dictature temporaire en période de nécessité* ». Cela correspond à l'esprit de la magistrature exceptionnelle de la République romaine. Toutefois, contrairement au principe de la dictature de la Rome antique, l'utilisation de l'article 16 n'est pas bornée dans le temps.

Si l'article 16 est souvent dit conférer les « pleins pouvoirs » au président, certaines restrictions sont mises en place par l'article lui-même ou par les articles connexes de la Constitution.

Le Président de la République ne peut pas utiliser l'article 16 pour réviser la Constitution, car son application vise à rendre aux pouvoirs constitutionnels réguliers (le Congrès du Parlement et institutions judiciaires) les moyens d'accomplir leur mission dans le cadre fixé par la Constitution courante.

Le Président ne peut dissoudre le Parlement pendant l'utilisation des « *pleins pouvoirs* », car celui-ci « *se réunit de plein droit* » (alinéa 4) ; l'Assemblée nationale « *ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels* » (alinéa 5). (Source : Wikipédia)

---

### **Parole d'internaute.**

- On va probablement vers une assemblée sans majorité absolue avec une majorité relative RN ou FP qui échouera à faire passer ses textes les plus "*ambitieux*" et s'exposera rapidement à une motion de censure. S'en suivra un gouvernement technique à l'italienne pendant un an.

## **Le Front populaire, c'est la collaboration de classes, la négation du socialisme, la guerre.**

J-C – A quoi doit servir le Nouveau Front populaire ? Remettre en selle le PS et les écologistes, l'alternative à Renaissance, l'équivalent du parti démocrate américain.

- La France Insoumise a négocié 229 circonscriptions, quand elle en avait plus de 300 en 2022. 175 circonscriptions sont attribuées au Parti socialiste et à son allié Place Publique, quand le premier en avait 70 en 2022. Le Parti communiste reste stable avec 50 circonscriptions et les écologistes ont vu leur nombre d'investitures baisser de 100 en 2022 à 92 en 2024. publicsenat.fr 14 juin 2024

### **Quel militant ne connaît pas la nature sociale du Front populaire ?**

Ils ont déjà tous gouvernés pour le compte des capitalistes. Ils parlent de rupture, sauf avec la Ve République, avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, et bien sûr le capitalisme, l'ensemble de ses institutions. Souvenez-vous de 1981, et bien ils entendent nous faire le même chantage, le même coup, ce sera sans nous.

LFI va sans doute implorer, le POI qui avait rejoint la NUPES également. Leur accord électoral accorde 175 candidatures au PS, dont celle de Hollande, vous nous voyez appeler à voter pour cette pourriture, au POI oui, nous non, jamais !

LFI aura capitulé sur toute la ligne, étant ainsi fidèle à lui-même, ce qui ne nous surprend pas, on l'a toujours dit depuis le Parti de gauche, pour un temps ils auront assuré l'intérim pour le compte du PS en attendant que les circonstances soient plus favorables pour se refaire une santé. Je l'avais caractérisé de parti de droite à juste titre.

### **Nouveau Front populaire présente son programme pour les législatives.**

A télécharger :

<https://www.humanite.fr/wp-content/uploads/2024/06/LHumanite-presente-le-programme-du-Nouveau-Front-Populaire.pdf>

Les Écologistes, La France insoumise, le Parti communiste français et le Parti socialiste ont dévoilé lors d'une conférence de presse commune le programme de l'alliance de gauche aux législatives.

Un programme qui se décline en "*20 mesures de rupture*", lors des "*15 premiers jours*", pour "*répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français*". BFMTV 15 juin 2024

J-C – C'est le front unique des opportunistes au secours du régime qui vacille, il inclut Place publique, le POI et le NPA, le PT a tenu un double langage à son encontre, pour l'occasion il a évoqué les partis de gauche en remisant les guillemets aux vestiaires, seul LO s'en est démarqué franchement.

### **Dernière info.**

La CGT a, dans une décision rare, appelé explicitement à voter pour le Nouveau Front populaire au vu de « *la gravité de la situation* » avec le risque de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Le Point avec AFP 19 juin 2024

## **On l'ignorait à propos de LFI.**

Lu dans le blog Le Grand Soir ([www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info))

### **LFI : purge, vengeance ou anticipation ?**

Extrait.

En vérité, la mésaventure de Corbières, Garrido, Simonnet and Co n'est pas imputable à Jean-Luc Mélenchon, mais à Emmanuel Macron qui, en dissolvant l'Assemblée nationale leur a arraché le bouclier à l'abri duquel ils travaillaient, sans trop se cacher, mais sans être prêts, à l'éclatement de LFI.

Depuis des années, ils multipliaient les occasions de tacler LFI et son fondateur (violent, brutal, clivant). Ils s'engouffrèrent dans les campagnes de la droite sur la qualification du Hamas par LFI et sur son antisémitisme supposé. Sur les médisances de Roussel et de Glucksmann, on ne les entendit pas. Ils furent muets devant les insultes proférées contre Mélenchon (pourri, ta gueule).

On a su que ces conjurés (dont plusieurs ne seraient rien sans Mélenchon, LFI et la NUPES) tenaient des réunions secrètes avec des PCF, PS et EELV, avec la bénédiction d'un richissime sponsor éventuel (1). (Ils se livrèrent à une activité fractionnelle généralement condamnée par les statuts de tous les partis. – J-C)

Ils n'avaient pas prévu que la décision de Macron donnerait l'occasion à LFI de dire en quelque sorte : Puisque on peut redistribuer les cartes, on ne veut plus de ces bâtons machinchoses qui vous glissent entre les doigts et trahiront une éventuelle majorité future. On va présenter des éléments sûrs et fidèles.

Ce n'est donc pas une « *purge* » une « *épuration* » par un leader « *caractériel* », une « *vengeance* », mais une décision politique après une « *analyse concrète de la situation concrète* » (Lénine) dans une hypothèse de victoire.

C'est peut-être aussi une œuvre salutaire en matière de morale politique.

Pour *Le Grand Soir* : Théophraste R. Auteur futur de l'essai : « *Différence entre dissident et traître* ».

### **Note (1).**

<https://www.lexpress.fr/politique/olivier-legrain-le-millionnaire-dans...>

*"Olivier Legrain, le millionnaire dans l'ombre de François Ruffin et de la gauche*

*Politique. Ses dîners secrets avec les frondeurs de LFI et quelques huiles socialistes, écolos ou communistes, ses dons, son réseau... L'ancien industriel devenu psy veut sauver la gauche avant 2027. Enquête".*

*"Un quartier parisien anonyme. Une rue d'un calme alcyonien. Un restaurant comme un autre, pas vraiment cossu ni marmiteux non plus. Une arrière-salle fermée d'un rideau épais, loin des regards curieux et des oreilles qui traînent. Une table, dix convives. Les "frondeurs" insoumis François*

*Ruffin, Clémentine Autain et Alexis Corbière, les socialistes Boris Vallaud et Johanna Rolland, les écologistes Eric Piolle et Cyrielle Chatelain, et les communistes Elsa Faucillon et Sébastien Jumel. Entre deux coups de fourchette, la bande litote "du chemin de la gauche vers 2027". Tous ont fait vœu de silence au sujet de ces agapes secrètes qui se tiennent depuis un peu moins d'un an. Assis au bout, il y a l'hôte de ces dîners où chacun paie sa part de l'addition. Olivier Legrain, amphitryon longiligne et grisonnant, souriant et 71 ans..."*

Comme l'écrit un titre d'un article de Marianne (réservé aux abonnés) : "*Ils allaient nous trahir*" : <https://www.marianne.net/politique/ils-allaient-nous-trahir-france-ins...>

---

### **Le Nouveau Front populaire est fidèle à l'ancien ou à lui-même.**

J-C - Pourquoi personne ne caractérise-t-il pas le 7 octobre 2023 de soulèvement révolutionnaire contre l'occupant ? Trop compromettant.

### **Législatives : ce que contient le programme du Nouveau Front populaire - Libération et Le Parisien 14 juin 2024**

Les massacres du Hamas sont ainsi bien qualifiés de «terroristes», terme que certains dirigeants insoumis refusaient d'utiliser. Ce mot « *terroriste* » était une exigence de l'ancienne tête de liste socialiste aux européennes, Raphaël Glucksmann. (Dans ce panier de crabes qui empestent l'opportunisme, c'est le plus réac qui a le dernier mot, normal. JCT)

Le Nouveau Front populaire promet aussi de « *défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières* », notamment « *par la livraison d'armes nécessaires et la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe* ». (L'armement du régime néonazi de Kiev, c'était le minimum exigé par... Washington ! - JCT)

Vous ajoutez le Green New Deal de Davos, plus tard la dictature de l'OMS et vous voilà aligné sur les positions de la pire réaction.

### **Il y a des signes qui ne trompent pas. En famille.**

Hollande a été investi par le Nouveau Front populaire, Renaissance a annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat contre lui, autrement dit les électeurs de Macron sont appelés à voter Hollande ou Nouveau Front populaire, et vous, iriez-vous jusqu'à voter pour cette pourriture et vous compromettre définitivement ?

### **Il n'est pas ingrat le bougre. C'était le même jour à Tulle en Corrèze le 15 juin.**

Élections législatives: "*Au second tour, le désistement républicain doit s'appliquer dans toute sa rigueur*" en faveur de "*tout candidat qui s'est mis hors de tout rapport avec l'extrême-droite*", affirme François Hollande. BFMTV 15 juin 2024

Décidément, il mériterait bien d'être nommé Premier ministre par Macron ! La candidature de Hollande sert de repoussoir, comme bien d'autres, LFI a été jusqu'à investir un type fiché S, s'ils n'ont pas osé présenter un travesti ou une drag-queen, ce fut sans doute faute de candidat !

## **Il y a des signes qui ne trompent pas.**

### **François Hollande a annoncé sa candidature aux législatives en Corrèze, sous les couleurs du Nouveau Front Populaire.**

L'ancien président François Hollande, qui s'était montré très hostile à la Nupes (le précédent accord d'union à gauche), s'est montré enthousiaste pour ce NFP, le 13 juin au 20h de TF1.

Ces ralliements d'anciennes personnalités politiques, sans mandat, s'ajoutent à ceux d'élus en activité qui étaient pourtant hostiles à la Nupes, à l'image de la présidente de la région Occitanie Carole Delga qui avait même présenté en 2022 des candidats dissidents contre la Nupes. Aujourd'hui, elle soutient l'initiative du Nouveau Front populaire.

### **3 jours plus tard. En famille.**

Aucun candidat Renaissance ne s'opposera à François Hollande dans la première circonscription de Corrèze. BFMTV 17 juin 2024 (Les électeurs de Macron voteront Hollande investi par le Nouveau Front populaire, et vous ? – J-C)

### **Pourquoi cet enthousiasme ?**

Certainement pas pour cela :

Le programme présenté par cette alliance de la gauche reprend un ensemble d'éléments défendus par les partis qui la composent, ainsi que des centrales syndicales. Trois abrogations de réforme sont avancées : celles des retraites, ayant fait passer l'âge de départ à 64 ans, cependant « *l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans* » est fixé à plus long terme, celle qui au 1er décembre prochain doit durcir les conditions d'accès à l'indemnisation du chômage et de nouveau réduire sa durée, ainsi que celle sur l'immigration portée par Gérald Darmanin et adoptée fin 2023. (Le droit à la retraite à 60 ans ne serait qu'un « *objectif* », une promesse électorale en somme, on sait ce qu'il en est, ils nous prennent vraiment pour des demeurés. Quant au reste, on aura compris qu'ils ne comptent pas abolir tous les mesures antisociales ou liberticides qui ont été adoptées au cours des années ou décennies antérieures. – J-C)

Par ailleurs, cette coalition de gauche propose une revalorisation à 1 600 euros net du salaire minimum (contre près de 1 400 euros actuellement) et des minimas sociaux ainsi que la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, une taxation des superprofits et des plus riches ainsi que l'égalité salariale hommes-femmes. Des dispositions très générales sont évoquées en matière d'écologie et de lutte contre les discriminations. (Des miettes sociales agrémentées des tartes à la crème habituelles, en contrepartie du programme de Davos. – J-C)

### **Alors pourquoi ? Là c'est plus conséquent ou sérieux.**

Un soutien inconditionnel à l'Ukraine. Sur la question des relations internationales, l'union des gauches s'engage à « *défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien* », notamment à travers « *la livraison d'armes nécessaires, et l'annulation de sa dette extérieure* ».

«L'accord doit affirmer une orientation européenne et une présence de la France dans l'OTAN», a encore déclaré François Hollande. RT 14 juin 2024

---

### **En famille. Hollande-Poutou ou PS-NPA même combat (vous pouvez ajouter le POI)**

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a annoncé vendredi 14 juin l'investiture par le Nouveau Front populaire de Philippe Poutou dans la première circonscription de l'Aude, pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. JD avec AFP 15 juin 2024

---

### **Le Front populaire agent de Washington, Kiev, Davos.**

#### **Ukraine : un sénateur américain trahit le terrible secret de Washington - RT 14 juin 2024**

Lindsey Graham, sénateur américain belliqueux et adepte des déclarations provocatrices, a causé de nouveau l'émotion en laissant échapper la vérité. Dans une récente interview pour l'émission Face the Nation sur CBS, il a déclaré que les États-Unis ne devaient pas permettre à la Russie de gagner la guerre en Ukraine. La raison : les gisements riches en minéraux critiques d'une valeur de 10 ou 12 000 milliards de dollars que recèle le sous-sol ukrainien.

Le sénateur a insisté en particulier sur trois points. Premièrement : le contrôle russe de cette «mine d'or» enrichirait Moscou, lui permettant de partager avec la Chine les minéraux exploités. Deuxièmement : l'Ukraine, au cas où elle garderait le contrôle de ces minéraux, pourrait devenir «l'un des plus riches pays d'Europe» et «le meilleur partenaire d'affaires qu'on puisse imaginer». Troisièmement : *l'issue de la guerre en Ukraine est donc «très importante»*. En effet, à en croire Lindsey Graham, les enjeux sont tels que les États-Unis doivent aider Kiev à gagner une guerre qu'ils «ne peuvent pas se permettre de perdre».

L'interview contenait d'autres déclarations frappantes, mais c'est ce passage qui a attiré le plus d'attention et de condamnation : Lindsey Graham, soulignant les critiques, a révélé ce que le Hindustan Times, par exemple, appelait «la véritable raison pour laquelle les États-Unis aident l'Ukraine». Il s'avère que cette raison est mercantile, égoïste et stratégique. Tant pis pour tous ceux qui parlent de la «souveraineté», de la «démocratie» et de la «liberté» de Kiev.

Voilà donc le premier point sur lequel le sénateur Graham a tort : si quelqu'un a l'intention d'accaparer des minéraux critiques en Ukraine (et, plus généralement, des matières premières), c'est bien l'Occident. Nous assistons à un cas classique de projection où une accusation virulente contre Moscou dévoile ce que l'Occident a fait. Là, rien de surprenant non plus. Il suffit des «sphères d'influence», qu'il faut empêcher la Russie de revendiquer, même tout près de sa frontière, alors que la sphère d'influence américaine s'étend jusqu'aux régions à l'est de Kiev et à Taïwan.

Cependant, au-delà de la banale hypocrisie du sénateur, il y a un point plus général. Ce qui est peut-être le plus profondément mensonger dans ces déclarations, c'est leur hypothèse implicite qu'il ne peut y avoir aucun moyen pour l'Occident, la Russie et d'autres de partager les ressources ukrainiennes, évidemment à des conditions du commerce international et de l'investissement pas plus mauvaises que d'habitude, de sorte que l'Ukraine puisse également en bénéficier. Ce n'est pas la Russie qui persiste à faire de la guerre économique un outil systématique de la concurrence

géopolitique, mais l'Occident. Lindsey Graham n'est pas seulement un vil cynique. Il est aussi victime d'une myopie politique, aveuglé par sa réalpolitik du pauvre. Il a perdu de vue la simple option de la coopération, même entre concurrents. Sur ce point aussi, il représente bien les élites américaines, aujourd'hui en pleine décadence, hélas. RT 14 juin 2024

---

### **Mais c'est « *bien sûr* », la droite et l'extrême centre sont compatibles avec l'extrême droite.**

L'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy, nommé président par intérim par les cadres de son parti, a indiqué jeudi qu'il voterait « *bien sûr* » pour le Rassemblement national face à un candidat de l'alliance de gauche Front populaire s'il était dans une circonscription où son parti était absent du second tour des législatives.

Il a assuré ce jeudi 13 juin qu'il ferait « *tout pour empêcher que La France insoumise arrive au pouvoir* », refusant que « *la France tombe dans cette alliance d'extrême gauche.* ». BFMTV 13 juin 2024

---

### **Scénario similaire en Grande-Bretagne.**

#### **Législatives au Royaume-Uni : les conservateurs devancés par le parti de Nigel Farage, selon un sondage - RT 14 juin 2024**

Après Renaissance en France et le SPD en Allemagne, est-ce au tour du Parti conservateur britannique de subir un revers dans les urnes ? À 20 jours des élections législatives au Royaume-Uni, un sondage YouGov publié le 13 juin donne le parti du Premier ministre Rishi Sunak en troisième position dans les intentions de vote.

Selon cette étude d'opinion, réalisée pour le *Times* auprès de 2 211 personnes, le Parti travailliste dirigé par Keir Starmer reste très largement en tête, avec 37% (-1 point) d'intentions de vote pour les élections législatives.

Le parti anti-immigration Reform UK, emmené par Nigel Farage, l'homme du Brexit, se positionne en deuxième position avec 19% (+2 points) des intentions de vote, prenant l'ascendant d'un point sur le Parti conservateur, qui stagne. RT 14 juin 2024

---

#### **Elections britanniques: le Labour promet croissance et stabilité avec son programme - AFP 13 juin 2024**

Grand favori des législatives au Royaume-Uni, le chef du Labour Keir Starmer a assuré jeudi vouloir ramener la "*stabilité*" après les turbulences des 14 ans de pouvoir conservateur, avec un programme axé sur la croissance économique et à la prudence assumée.

"*Aujourd'hui, nous pouvons jeter à nouveau les bases de la stabilité et s'appuyer sur elles pour rebâtir la Grande-Bretagne*", a affirmé le leader travailliste, ancien avocat de 61 ans.

Le parti cherche donc à éviter tout faux pas dans sa campagne, ce qui s'est confirmé dans la présentation à Manchester, dans le nord de l'Angleterre, de son programme officiel, sans surprise ni nouvelle proposition, et confirmant son recentrage. (Toujours plus à droite évidemment. - J-C)

Keir Starmer a dès le début de son intervention eu l'occasion d'insister sur la transformation opérée depuis qu'il a pris la suite en 2020 du très à gauche Jeremy Corbyn: interpellé par un manifestant - rapidement évacué - l'accusant de proposer une politique trop proche des conservateurs, il a répliqué que le Labour avait "*cessé d'être un parti de protestation*" pour devenir un "*parti de gouvernement*". (Contestez, vous n'y comptez pas, vous êtes fou. Protestez, vous n'y pensez pas non plus, c'est inconvenant à la fin, un peu de tenu. Alors quoi ? Se soumettre, un point c'est tout. - J-C)

Pour installer une image de parti de gouvernement crédible, il s'est abstenu de toute promesse trop risquée - au risque, selon certains, de manquer d'audace. (La démagogie ou le populisme comme recette, comme en France ou ailleurs. - J-C)

---

### **Quand le Parti des travailleurs ose tout.**

La liste présentée par le Parti des travailleurs, "*Pour le pain, la paix, la liberté*" a obtenu 4120 voix, soit 0,01% des inscrits, 0,02 % des exprimés, Gluckstein aura du mal à justifier la participation du PT à l'élection européenne pour faire connaître son parti, c'est pourtant l'argument qu'il a osé sortir récemment (entendu dans la vidéo de leur dernier meeting) , ils osent tout... Et rien ne l'arrête.

**Quand on traite les autres de menteur, faut-il encore ne pas l'être soi-même.**

**Défense du trotskysme et de Pierre Lambert - Réponse à deux faussaires - Vendredi Marxiste - 9 févr. 2024**

[https://www.youtube.com/watch?v=n8E9c\\_vMJhA](https://www.youtube.com/watch?v=n8E9c_vMJhA)

A 19:20 : Jospin est devenu Premier ministre quand il était encore trotskyste, à vous dégoûter à tout jamais d'être trotskyste ou dites donc, c'est peu flatteur pour ceux qui se réclament du trotskysme. Et comme Gluckstein est un profond penseur, il ajouta que Jospin cessa d'être trotskyste par la suite, dès fois qu'on aurait eu un doute !

Gluckstein : Roger Sandri n'a jamais été trotskyste. Vérifions-le.

Le Maitron : Il fut membre du comité central du PCI (Parti communiste internationaliste) et il soutint la création du POI (Parti ouvrier internationaliste). Il rédigea de très nombreux articles dans Informations ouvrières sous le pseudonyme d'Angelo Geddo.

Source : Site Internet du CEMTRI (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux). — Site Internet du POI (Parti ouvrier internationaliste). (<https://maitron.fr/spip.php?article139238>)

Ou tout simplement Informations ouvrières. La preuve.

**Causeries janvier 2009**

Dans l'article signé Roger Sandri à la page 15 d'*Informations ouvrières* (n°30) on peut lire ceci :

*"Dans ce conteste de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage."* Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire pour empêcher que la machine capitaliste ne s'enraie et que les travailleurs descendent par millions dans la rue, n'est-ce pas ?

Je vous propose un autre petit extrait commenté qui n'est pas sans rapport avec l'extrait précédent et précisera utilement où voulait en venir Sandri. Il s'adresse aux militants du POI qui sont encore capables de réfléchir.

A la page 4, Schivardi a dit tout haut ce qui permet de comprendre la politique et la nature du POI :

*"Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution. »"*

Voilà l'objectif de la campagne engagée par le POI contre les licenciements et les renationalisations : faire en sorte d'éviter que la crise du capitalisme ne se transforme en crise révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, je ne fais que traduire ce qu'ils disent et font, pas davantage, je n'ai même pas besoin de caractériser cette politique contre-révolutionnaire pour que les militants le comprennent d'eux-mêmes.

C'est bien plus que *"le fossé de la lutte de classe"* qui s'exprime ici, c'est la confrontation entre deux classes aux intérêts antagoniques et inconciliables dont le sort dépend de la réponse que chacune d'entre elle apporte à la question du pouvoir politique. Ne pas poser cette question, c'est laisser les mains libres à la classe qui détient le pouvoir. C'est laisser désarmé politiquement la classe ouvrière.

Ne pas y répondre, c'est criminel ! En toute indépendance bien sûr.

Par rapport à qui, Roger Sandri (ex-n°2 de FO du temps de Bergeron) répond page 10 : *"L'Etat a soutenu les banques. Il a soutenu le secteur automobile en injectant des milliards d'euros. Les travailleurs sont en droit d'exiger une part du soutien de l'Etat."*, les travailleurs soutenus par l'Etat des capitalistes qu'ils pourront remercier ensuite pour sa générosité, vous ne rêvez pas malheureusement. Le POI n'a pas d'autre orientation politique, Sandri le confirme : *" Nous revivrons certainement le temps des révoltes et des révolutions qui en sont le prolongement."*, dans un futur indéterminé alors qu'elle est d'actualité avec cette crise du capitalisme, un jour peut-être qui sait... Si l'heure de la révolution ne sonne pas au moment où éclate une crise mondiale du capitalisme, alors quand pourrait-elle sonner ? Jamais, c'était juste histoire de causer et de noircir du papier pour ce bureaucrate qui s'en fout complètement. J'exagère, vérifions-le immédiatement.

Dans le même article à propos de l'Allemagne voici ce qu'il écrit : *"La question centrale passe par le relèvement du pouvoir d'achat des revenus salariaux et assimilés, seul moyen de replacer la consommation des ménages au centre de l'activité économique."*, qu'est-ce qu'on en a à foutre de *"l'activité économique"*, il est patron Sandri ou quoi ? Relancer *"l'activité économique"*, il exprime ici la même préoccupation que les patrons en se servant des revendications des travailleurs comme couverture, pratique. Scandaleux, oui ! Ne vous inquiétez pas monsieur Sandri, ils s'activent pour relancer *"l'activité économique"* le plus vite possible, ne leur en voulez pas s'ils rencontrent quelques difficultés imprévues...

En couverture ils écrivent : "*Licenciements les ouvriers disent : stop !*, et en page 10 ils écrivent qu'ils ont hâte que "*l'activité économique*" soit relancée, cherchez l'erreur.

### **Les effets bénéfiques des "*amortisseurs sociaux*".**

Sandri a écrit page 10, IO n°55 paru hier : "*Nous ne sommes plus dans les années 1930-1939, le mode de vie s'étant heureusement amélioré. Grâce à l'action ouvrière et au combat mené sur le terrain de la lutte des classes, les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques. Nul ne peut pourtant prévoir ce qu'il adviendra au cours des années à venir. La défense des acquis demeure donc la question prioritaire de l'action syndicale...*"

Sans ces "*amortisseurs sociaux*" la crise du capitalisme se serait transformée rapidement en crise politique, puis révolutionnaire, simple constat.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le progrès social réalisé grâce à la lutte de classe du prolétariat, mais de mettre le doigt sur la manière dont il a été obtenu, et surtout, dans quel objectif ou quelle perspective politique il s'inscrivait : mieux vivre en régime capitalisme ou le combattre pour l'abattre ?

J'ajoute un mot 15 ans plus tard, ce mardi 18 juin 2024.

- Lorsque les contradictions internes atteignent des proportions insurmontables, des solutions de fond sont nécessaires, tout comme des solutions aux questions qui importent le plus à la majorité de la population, et non à ceux qui sont au sommet. La France semble être le premier grand État occidental à se trouver dans une telle impasse. RT 17 juin 2024

Pour bien comprendre la nature de l'opportunisme, du réformisme et pourquoi nous le combattons, il faut se demander qui le finance, les guerres pardi, notamment, les guerres économiques contre tous les peuples des pays dominés ou colonisés, toutes les guerres qui font marcher la machine capitaliste. Et qui les finance, quels sont leurs créanciers ? Les mêmes qui financent les dettes des États occidentaux, l'oligarchie financière détentrice de la planche à billets en dollar ou en euro, les États corrompus du reste du monde dont ceux très riches des BRICS.

Il faudrait expliquer aux militants, qu'en réalité « *les amortisseurs sociaux permettant d'atténuer les conséquences des crises ont produit leurs effets bénéfiques* », assurément, pas ceux qu'on croit, la paix sociale n'a pas de prix, sauf en Asie et en Afrique, merci pour eux. La main sur le cœur ils volent au secours des migrants, mais leur racontent-ils quel est le prix exact de leur générosité, peu flatteur ou épouvantable à vrai dire, je ne suis pas sûr qu'ils s'en vantent. « *Quoi qu'il en coûte* », cela vous dit quelque chose, n'est-ce pas, il faut bien que quelqu'un paie à l'arrivée, n'est-ce pas ? A ce jeu-là ils vont finir par tout perdre et nous aussi.

Je ne suis pas moraliste pour un rond, en revanche j'ai appris au cours de ma vie que tout se payait un jour. C'est valable pour tous nos actes (mensonges, hypocrisie, etc.), y compris les plus insignifiants en apparence, alors vaut mieux être parfaitement en règle avec soi-même ou sa conscience - difficile de la tromper en permanence, pour affronter le moment venu dans les meilleures conditions le retour de bâton qu'on prendra en pleine gueule, cela nous aidera peut-être à amortir le choc sans provoquer trop de dégâts, et repartir ensuite sur un bon pied ou les deux, c'est plus stable !

Ce qui ressort de tout cela, c'est que la conscience des hommes n'est pas prête d'arriver à maturité pour conquérir leur émancipation ou liberté, puisque les plus évolués d'entre eux sont aujourd'hui ceux qui en sont les plus éloignés ou ils ne s'en soucient guère.

---

## **En famille. Puisque le sionisme était déjà compatible avec le nazisme, alors pourquoi pas avec l'extrême droite française 85 ans plus tard.**

### **Le vrai visage hideux des sionistes.**

En novembre dernier, Serge Klarsfeld avait déclaré dans les pas du Crif que le Rassemblement National « *est devenu un parti fréquentable* », en raison de la participation du parti de Jordan Bardella à la marche contre l'antisémitisme organisée à Paris en novembre 2023.

J-C - Donc pas une surprise quand on sait que « *sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoah* » relève de l'escroquerie, puisque des dizaines de milliers d'anciens nazis ont été recyclés en Israël et aux Etats-Unis notamment, ce que Klarsfeld ne pouvait pas ignorer.

lejdd - Samedi 15 juin, l'avocat et historien connu pour sa traque des anciens nazis et sa défense de la mémoire de la Shoah est allé plus loin en assurant, au micro de LCI, qu'il voterait « *sans hésitation* » pour le RN en cas de duel avec La France insoumise, qui sera liée à la liste du Nouveau Front populaire, au second tour des élections législatives anticipées.

« *Aujourd'hui, le Rassemblement National soutient les juifs, soutient l'État d'Israël et il est tout à fait normal, vu l'activité que j'ai eue ces 60 dernières années, qu'entre un parti antisémite et un parti pro-juifs, je vote pour un parti pro-juifs* », a-t-il affirmé. lejdd.fr 16 juin 2024

Le Crif avait déjà réhabilité Marine Le Pen « *fréquentable* ». L'avocat sioniste franco-israélien d'extrême droite Goldnadel a été l'avocat de Phillipot, ex-numéro 2 du FN. Depuis le 7 octobre 2023 les fachos n'ont pas démerité, ils ont même participé à la marche du 12 novembre 2023 à Paris. Hitler aussi était « *pro-juifs* », ça dépendait lesquels, il en pinça pour les sionistes à la Klarsfeld ou Goldnadel...

---

## **Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs**

- Qui vous demande votre avis ? Personne ! Tout le monde s'en tape.

Parce que vous croyez que des États qui interviennent dans le cadre du capitalisme mondial responsable des souffrances de tous les peuples, auraient pour vocation de satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, de qui tiendraient-ils ce mandat qui relève des pires illusions ou d'une bien cruelle farce ? Un peu de lucidité et de sérieux.

---

- Quel est ce besoin malsain de toujours s'en remettre aux puissants ou à leurs institutions ? Pour les légitimer, cela y ressemble, non ?

On n'a pas besoin de ces gens-là ou de leurs porte-parole (les géopoliticards) pour justifier nos aspirations démocratiques ou humanistes, on se fout de leurs principes, de leurs règles, de leur droit (y compris international), de leur morale d'esclavagiste ou dictateur.

Rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de la pauvreté avec toutes les souffrances qui en découlent, cela ne se discute pas, c'est non négociable. Si on s'en était tenu à ce principe, on n'en serait pas là aujourd'hui, car presque tout le monde s'en accommode

Et puis, ce n'est pas l'Etat juif qu'il faut viser, mais les colonisateurs anglo-saxons et leurs alliés, leurs institutions et leurs dirigeants politiques, au-delà les puissants oligarques qui contrôlent les institutions mondiales et détiennent le pouvoir d'imposer leur volonté à tous les peuples, qui directement ou non déclenchent et mettent fins aux crises et aux guerres.

Macron n'est qu'un exécutant, une marionnette, cependant l'oligarchie en a besoin pour faire la sale besogne, il faut bien que quelqu'un s'y colle ou les représente, qu'il tombe et ils mettront son clone à la place, encore faudrait-il qu'il exista et qu'il ne connaisse pas le même sort rapidement.

Ce sont les institutions de la Ve République qui se portent garantes du bon déroulement d'un tel processus ou de la stabilité du régime (et de la pérennité du capitalisme), qu'on a pour tâche de perturber, puis de le renverser.

Pourquoi allez chercher plus loin un ennemi ?

---

- Méfiez-vous de gens qui racontent des "histoires". Dommage cela aurait pu être un article intéressant, un rappel, car son contenu a déjà été largement diffusé sur le Net.

Cause toujours il en restera quelque chose, telle semble être la devise de son auteur. Décidément, difficile de trouver un article qui ne soit pas vérolé. Où était le lézard dans celui-là

---

Le Monde - Toujours selon ses auteurs, des proches de Nicolas Sarkozy auraient «*activement*» poussé Macron à opter pour la dissolution. RT 15 juin 2024

Le Point - Nicolas Sarkozy (...) s'est montré critique dans un entretien accordé au Journal du Dimanche : « *La France se trouve dans une situation qui, de mon point de vue, apporte davantage de tensions que de clarifications. J'aurais souhaité plus de pouvoir pour le président, pas moins* ».

Face à la menace que représente cette dissolution, il (Sarkozy - ndlr) condamne fermement cette décision qui constitue un « *risque majeur* » pour le pays comme pour le président. Selon lui, cela pourrait plonger la France dans un « *chaos* » dont elle aura du mal à sortir.

«*Il a voulu effacer le clivage droite-gauche, celui-ci renaît, plus radical et extrême encore. La recomposition qu'il appelle de ses vœux a bien lieu, mais pas autour de lui*», analysait Le Monde dans son article du 14 juin, estimant que le bloc central sur lequel compte Macron est «*menacé d'effacement*». Le Point 15 juin 2024

Effacer le "*clivage droite-gauche*" est impossible puisqu'il correspond aux différentes classes en présence, que les intéressés en aient conscience ou non d'ailleurs, c'est une réalité incontournable qu'on est en présence d'exploiteurs et d'exploités.

A la suite d'un autre article j'ai fait l'objet d'une attaque scélérate de la part d'éléments d'extrême droite dont l'idéologie est corporatiste et totalitaire, qui nie la lutte des classes, car dans la situation présente, c'est de cela qu'il s'agit uniquement, l'affirmer, c'est démasquer l'escroquerie politique de l'extrême droite, ce qui rend ses miliciens enragés, on comprend.

---

- Les sionistes étaient des socialistes marxistes déclarés et leurs dirigeants souhaitaient former, selon les mots d'Avraham Stern (fondateur de Leumi et chef du Stern Gang), un État fondé sur «*des principes nationalistes et totalitaires et lié au Reich allemand par une alliance*» en quête d'une force militaire et d'aide contre le mandat britannique en Palestine.

Cela n'a jamais signifié que ces sionistes étaient réellement "des socialistes marxistes", bien au contraire. Si c'est Stern qui le dit, un sioniste nazi, encore faut-il l'avoir à l'esprit, sinon on serait tenté de le croire, bingo ! Tout le monde aura compris que son intention était de dénigrer le socialisme et le marxisme, l'ennemi du sionisme et du capitalisme, nazifié ou non, de l'extrême droite, c'est d'actualité, tiens donc !

Les idéologies correspondent aux classes indépendantes, or il n'en existe que deux, celle des capitalistes ou de la bourgeoisie, et celle de la classe ouvrière, les classes moyennes bouffant à tous les râteliers...

Quant à la "*consanguinité idéologique entre nazisme et sionisme*", il faudrait l'étendre à toute la droite, y compris à la fausse gauche qui soutient l'armement du régime nazi de Kiev. Il n'y a jamais eu de purge après 1945, le gouvernement présidé par de Gaulle foudroyait de vivystes, de collaborateurs avec les nazis ou la gestapo, tous ou presque furent blanchis et recyclés, pas seulement en France.

---

(Si le gouvernement US imprime de l'argent à volonté ex nihilo, pourquoi faire payer des taxes aux citoyens ? C'est la question la plus intéressante du siècle !)

- C'est la question la plus stupide du siècle !

Les banquiers auraient vocation à faire le bonheur des peuples et non d'accumuler des richesses et d'étendre leur pouvoir sur la société...

Notez bien qu'ils savent se montrer généreux quand le besoin s'en fait sentir, sinon les occidentaux n'auraient pas ce niveau de vie, la paix sociale n'a pas de prix, la paix tout court, la guerre !

---

- Ah ça cassait pas des briques ! Ils le disent eux-mêmes, youpi ! On se marre.

La baudruche va vite se dégonfler maintenant, c'est une bonne chose, il n'y a rien à attendre des dirigeants russes et chinois ou autres d'ailleurs.

La lutte de classe se passe aussi ou surtout ici, en bas, à notre niveau, celui où se situe de l'immense majorité de la population mondiale qui ne peut compter que sur elle-même pour régler ses problèmes et changer la société, combien de fois faudra-t-il le répéter ?

C'est étrange que cela n'intéresse personne, parlez-leur d'un chef d'Etat et vous allez avoir 100 commentaires ou plus, évoquez le mouvement ouvrier et la lutte de classe du prolétariat, son idéologie et ses enseignements, et vous n'obtiendrez aucune réponse hormis des critiques venimeuses.

---

- Il y a peu, on nous disait qu'il y avait déjà des militaires français en Ukraine avec preuves à l'appui (photos, à Marioupol si je me souviens bien), et voilà que dorénavant tout le monde en parle au futur comme s'ils n'avaient jamais mis les pieds dans ce pays. Qui l'a relevé ? Personne, trop occupé à commenter la version mainstream véhiculée par ce média qui n'en est qu'un appendice.

Merveilleux, c'est à croire qu'au fil des mois tout ce qu'on a vécu et le profit qu'on pourrait en tirer pour l'avenir aurait disparu, effacé et on reprend tout depuis le début. Idem en Syrie...

On comprend mieux pourquoi on ne risque pas de progresser avec une telle amnésie ou une mémoire si sélective. Etait-ce inconscient ? Cela en a tout l'air, alors c'est plus grave que ce qu'on pensait.

---

- Voilà un thème qui fait saliver, vendeur, qui va occuper les esprits tordus ou perdus. Il me fait chier au dernier degré, parce que ceux qui s'en saisissent sont aussi déséquilibrés ou inconscients que ceux qu'ils désignent ainsi.

Cela fait 79 ans qu'il y en a qui essaient de traumatiser la population en pronostiquant dans un avenir proche une Troisième Guerre mondiale, alors imaginez un peu dans quel état d'excitation fébrile doivent être ces dingues aujourd'hui, voilà que leur vœux le plus cher serait sur le point de se réaliser, tout du moins ils y croient plus que jamais entraînant les crédules ou ignorants avec eux. Ça occupe les cerveaux, la société du spectacle se régale, quel bonheur, vivement qu'on s'entretue ! Est-ce incurable ? Il faut souhaiter que non !

---

- Il suffisait d'avoir à l'esprit la nature et l'histoire de cette institution supranationale antidémocratique depuis son origine, sa fonction totalitaire, sa subordination à l'OTAN, elle en est le volet politique, son degré de corruption et l'omniprésence d'une armée de lobbyistes diligentés par les banquiers, les multinationales, ses implications dans toutes les guerres de l'impérialisme américain dans le monde, n'en jetez plus la cour est pleine de tous ces déchets de l'humanité avec lesquels on n'a pas du tout envie de se compromettre, même pour rigoler, puisque cela en amuse certains. Boycott !

---

- Marx et Freud l'ont dit aussi à leur manière.

Tant que la nécessité fait loi, la lutte est inévitable, et malheureusement on n'en est pas encore sorti ou pour en sortir, faudra-t-il encore de nouvelles guerres, ce serait la preuve que les hommes ne sont finalement pas aussi évolués qu'ils le pensent ou le paraissent, surtout ceux qui ont la conviction d'être plus évolués que la moyenne, et qui finalement sont incapables de proposer une alternative au capitalisme.

---

- Ce n'est pas "*la finance apatriote*" qui est à l'origine des guerres, s'il en fallait une preuve, elles existaient bien avant elle, c'est le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, dont le capitalisme au stade pourrissant de l'impérialisme est la version moderne ou la plus achevée, sophistiquée, donc la plus dévastatrice ou cruelle. Par conséquent, toute orientation politique qui prétend mettre fin aux guerres, aux inégalités sociales et aux souffrances dont sont victimes injustement les peuples, doit s'inscrire impérativement dans la perspective de l'abolition du système économique en vigueur, elle doit donc être axée sur la rupture avec le capitalisme, cette condition politique est impérative...

N'est pas humaniste qui veut, cela nécessite un niveau de conscience politique supérieur, une compréhension du processus historique dont les hommes sont les principaux acteurs, les plus généreuses intentions ne suffisent pas, ne parlons pas des promesses électorales, c'est ainsi.

---

- Tant d'encre pour cela !

Il y en a qui n'auront pas à se repentir d'avoir réécrit et falsifié l'histoire, car en 1918, hormis des désœuvrés, vous n'auriez pas trouvé un ouvrier ou un paysan russe pour pleurer sur le sort des Romanov, en revanche ils se seraient déchirés pour les exécuter tant les candidats étaient nombreux.

Quant à l'épisode covidien, je ne me souviens pas avoir entendu les autorités russes condamner cette mystification, elles y ont adhéré plutôt, idem pour celle sur le climat.

( Pr Joseph Tritto nous met en garde :

*«Actuellement, le danger ne vient pas de la nature, mais de virus, de bactéries... qui sont produits avec la biologie synthétique dans les laboratoires. Ils sont produits comme des armes biologiques, qui ont des caractéristiques typiquement militaires. Ces virus artificiels sont créés notamment à partir de techniques de gains de fonction. C'est à dire des techniques de modification du génome d'un virus ou d'une bactérie d'origine, qui permet de créer un virus totalement artificiel n'existant pas dans la nature et qui peut être très pathogène pour l'être humain».* (Médecin et expert en bio-ingénierie médicale dans le domaine des nanotechnologies, président de l'Académie mondiale des technologies biomédicales, une ONG de droit européen créée sous l'égide de l'UNESCO.)

En voilà un argument solide pour prendre enfin conscience de la nécessité impérieuse et urgente de mettre fin au capitalisme. Qui osera dire que cela n'a aucun rapport ou que ce serait hors sujet ?

---

- . "*Tout cela rétablit l'équilibre politique, le Congrès étant en mesure de remettre en question avec insistance les politiques du gouvernement et le BJP au pouvoir étant obligé de rendre des comptes.*"

Le BJP : 240 sièges

Le Congrès I : 99 sièges

Quel équilibre ?

Le Tamil Nadu où j'habite a basculé entièrement dans l'opposition en votant pour le DMK, un parti nationaliste tamoul. Modi est maudit par tous les Indiens que je fréquente, que des pauvres ou apparentés, car, en effet "*La détresse économique est la principale préoccupation des citoyens*", je confirme, c'est au menu du matin au soir, car cela se traduit par une précarité dans tous les domaines et une foule de difficultés à n'en plus finir, un casse-tête permanent, c'est rare qu'on en sorte totalement, jamais en fait, du coup on devient forcément fataliste pour ne pas devenir fou !

La vie des Indiens est un cauchemar pour faire bref.

Mon beau-fils (31 ans), chef comptable, bilingue, informaticien à ses heures, hyper connecté, était convaincu que si les résultats des États qui avaient déjà voté n'étaient pas rendus publics, c'était pour les trafiquer. Quand je lui ai expliqué que c'était pour ne pas influencer les électeurs des États qui n'avaient pas encore voté, il me répondit qu'il n'y avait pas pensé, personne autour de lui non plus, étonnant, non ? C'est l'Indien le plus politisé que je connaisse. Il a voté Congrès I en désespoir de cause.

Le problème en Inde (et ailleurs), c'est que même le réformisme a disparu, il n'existe plus aucun parti susceptible de parvenir au pouvoir qui porterait des réformes sociales collectives ou de fond, par exemple sur la réduction de la durée du travail, de l'âge de la retraite, de la semaine de travail (5 jours au lieu de 6 jours en Inde), l'instauration d'une Sécurité sociale (inexistante), de congés payés (inexistants), etc. tous sont alignés sur le néolibéralisme ou aucun n'entend remettre en cause l'ordre antisocial existant...

---

- Ils ont obtenu les résultats qu'ils espéraient, ils auront tout fait pour faire monter RN et PS (nazifié [Glucksmann],) le plus haut possible et justifier la dissolution de l'AN, bravo objectif atteint !

Dans 3 semaines, l'immense majorité aura envie de se venger du sort que Macron lui a fait subir depuis 2017, sans rien régler de la crise institutionnelle, puisque l'AN aura l'allure de la IV<sup>e</sup> République avec une majorité introuvable ou bricolée au jour le jour ! A moins qu'un événement extraordinaire ne se produise d'ici là. Ils seraient bien capables une fois de plus d'actionner le levier du terrorisme pour parvenir à leurs fins.

Le PS a enfanté le monstre Macron, propulsé l'extrême droite au sommet, et cerise empoisonnée sur le gâteau, il s'est trouvé un néonazi Glucksmann comme porte-étendard, la boucle est bouclée, tirez la chasse, place au socialisme !

Hélas, dans un tel merdier, je ne vois pas comment on va s'en sortir !

---

— Ce coup monté de Macron a été prévu longtemps à l'avance et n'a rien de spontané sur un coup de dés...

— Ces élections législatives totalement improvisées...

Excellent, impayable !

A défaut de mieux, ils ont opté pour amplifier la stratégie du chaos déjà à l'œuvre avec Macron.

Leur rêve le plus cher serait d'arriver à une situation à l'américaine avec uniquement deux partis identiques sur le fond, qui se relaieraient au pouvoir et appliqueraient au doigt et à l'œil leur politique. Lesquels ? Renaissance et le PS ? Avant il faudrait commencer par retirer au PS toute référence au socialisme qui fait mauvais effet, l'appeler parti démocrate par exemple serait plus convenable, le sale type Glucksman semble tout indiqué pour réaliser cette opération de façade, cette conversion définitive, je dirais même qu'il a été choisi spécialement pour cela.

C'est LFI qui a le plus à perdre, dans tous les cas de figure ils sont appelés à disparaître à brève échéance ou à être marginalisé, en Espagne Podemos n'a obtenu aucun élu le 9 juin.

On a envie de dire : Rien à voir de ce côté-là, circulez, les choses sérieuses se dérouleront dans la rue, c'est là que la crise se dénouera un jour ou l'autre, où voudriez-vous que cela se passa ?

---

- A moins que Macron démissionne en juillet prochain suite à un échec électoral retentissant annoncé ? Ça ajouterait du chaos au chaos ambiant, et si son clone propulsé par Bilderberg était élu, là on atteindrait un degré de chaos incontrôlable...

---

- Crasse ignorance agrémentée d'une logorrhée stupide, le tout pimenté d'une menace de guerre persistante histoire d'alimenter la psychose collective

A propos du tyran Macron à qui il prête un pouvoir qu'il n'a manifestement jamais eu, une telle amnésie ou erreur d'appréciation de la part d'un si grand géopoliticien devrait interpeller :

- Dans un acte de revanche aveugle... Foutaise !

- Jette tous ses jouets du landau parce qu'il n'obtient pas ce qu'il veut... Infantilisme de l'auteur.

- Après tout, ce qu'il désire vraiment... Vous prenez trop les vôtres pour la réalité, semble-t-il.

- Un président boiteux qui devra obéir à un parlement de droite... Rien n'est moins sûr, il pourrait y avoir une majorité social-libérale-libertaire dite de gauche façon parti démocrate américain, compatible avec Macron puisqu'ils ont les mêmes commanditaires.

- Selon plusieurs indicateurs, l'Europe est sur le point d'imploser/exploser... Annoncé tous les quatre matin comme bien autres choses par toute sorte de charlatans qui finiront bien par se réaliser un jour, mais certainement pas de la manière dont ils les avaient imaginées.

---

(suite)

- Il y a des signes qui ne trompent pas.

Quand quelqu'un vous sort une énorme connerie, genre, ce serait Macron qui déciderait la politique qu'il applique et brode dessus, la créature impuissante d'Attali, la marionnette du deep state pilotée par les conseillers des Rothschild et Rockefeller, etc. c'est pour le moins que vous n'êtes pas en présence de quelqu'un de sérieux.

Qu'il y en ait pour passer outre ou ne pas s'en apercevoir, je dirais que c'était prévu ou inévitable, car dans le cas contraire cela signifierait que la majorité disposerait d'un esprit critique aiguisé et dans ce cas-là, ce genre de charlatan serait immédiatement démasqué.

Pour le reste, mes contradicteurs ne savent pas lire ou ils sont d'une telle mauvaise foi, qu'il est inutile de leur répondre.

---

- Des candidatures porteuses d'une Alternative Rouge et Tricolore entonnant la Marseillaise...

Je ne sais pas pourquoi, je n'arrive pas à imaginer des membres de la réaction, Renaissance, MoDem, UDI, etc. ainsi que les ceux du CAC40, présenter des candidats arborant le drapeau rouge chantant en chœur à tue-tête l'Internationale, je me demande lesquels possèdent vraiment une conscience de classe, correspondant aux intérêts de celle qu'ils prétendent représenter faut-il préciser, afin d'éviter toute confusion.

Etc.

---

- D'une alliance de fait entre une France d'extrême centre qui dans l'histoire a toujours mené à la France de l'extrême droite, devient un cauchemar réel

On en connaît une autre "*alliance*" qui a mené chaque fois au même "*cauchemar*" : Le Front populaire !

---

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

---

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

---

- Prend le risque de la cohabitation.

Avec qui, quel risque, n'ont-ils pas tous été depuis janvier 2020 des sujets bien disciplinés, adhérant à toutes les mystifications concoctées depuis Davos.

Pourquoi n'envisagez-vous pas que le Front populaire l'emporte le 7 juillet, et se comporte comme chaque fois dans le passé, c'est-à-dire refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions préparant ainsi le terrain pour le fascisme ou une guerre.

---

- Le peuple juif est une escroquerie occidentale, plus de 90% d'entre eux sont juifs par leur religion uniquement, ce qui n'a jamais fait un peuple. Effectivement, ce sont les pires antisémites qui soient

Les Indiens qui se sont convertis au christianisme n'ont pas constitué un nouveau peuple à ma connaissance. Les dravidiens (Dans le sud de l'Inde, au Tamil Nadu) le sont restés.

Exilé en Inde depuis une trentaine d'années, partageant les conditions d'existence pénibles de mes concitoyens indiens, je n'ai jamais renié mes origines, je ne suis pas devenu indien, je ne suis pas davantage français remarquez bien, homo sapiens blanc de type européen ou occidental et citoyen du monde me va très bien. Pourquoi devrais-je m'inventer une nouvelle identité, pour tromper qui ?

J'ai reçu une éducation à la fois républicaine et catholique, j'ai conservé le meilleur des deux, et par la suite je suis devenu communiste et athée. Né dans une famille ouvrière pauvre, ma véritable origine et identité, les seules que je connaisse, qui ne m'ont jamais quitté, sans elles je serais perdu

et je n'ose pas imaginer ce que je serais devenu, j'aurais également pu devenir un monstre de cruauté.

---

(Bilderberg)

- Et alors, quel enseignement politique peut-on en tirer ?

Que la concentration du capital et du pouvoir politique, pour se combiner et fonctionner au mieux, assurer sa pérennité, doit être orchestrée par des élites soigneusement sélectionnées, en fonction de leur loyauté absolue envers l'idéologie de leurs dirigeants. C'est bien naturel somme toute.

Nous, nous ne sommes pas foutus de nous doter de dirigeants incorruptibles ou loyaux envers le socialisme, suffisamment intelligents pour inspirer confiance aux travailleurs.

---

### **Jeudi 30 mai a eu lieu à Madrid la 70ème réunion du groupe Bilderberg.**

Depuis 2019, toutes les principales organisations internationales sont présidées par des Bilderberg : Ursula von der Leyen à l'UE, Jens Stoltenberg à l'OTAN, Kristalina Georgieva au FMI et Antonio Guterres à l'ONU. *«Il semble improbable qu'il s'agisse d'une simple coïncidence»*, se risque l'auteur de l'étude. Nous nous risquerons davantage : le facteur Bilderberg est un élément évidemment non systématique, mais souvent déterminant : le réseautage et le favoritisme n'ont jamais été aussi importants que dans la gent mondialiste.

Actuellement, dans l'UE, les Bilderberg occupent les postes les plus élevés de président de la Commission européenne (Ursula von der Leyen), membres de la Commission européenne (Jutta Urpilainen, Margrethe Vestager), président de la Banque centrale européenne (Christine Lagarde), président de l'Eurogroupe (Paschal Donohoe), président du Conseil européen (Charles Michel). *«Von der Leyen et Michel ont assisté à la même conférence du Bilderberg en 2015 et, la même année 2019, ils ont tous deux obtenu les plus hautes positions au sein de l'UE»*, souligne l'étude.

L'UE, mais aussi l'OTAN ! *«Tous les secrétaires généraux de l'OTAN de l'après-guerre froide ont participé à une conférence du Bilderberg avant leur nomination»*, souligne l'étude. En outre, au moins trois Bilderbergers (Karl Lamers, Pierre Lellouche, Bert Koenders) sont devenus présidents de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Et la Banque mondiale ! Et l'Organisation mondiale du commerce ! Sans compter que les cercles se croisent parfois avec les membres de la Commission trilatérale qui, elle aussi, a largement pénétré les arcanes du pouvoir.

<https://reseauinternational.net/bilderberg-vous-avez-des-chances-de-finir-a-lue-a-lotan-au-fmi-ou-a-lonu/>

---

- *« La plupart de leurs grands hommes, tels que Karl Marx, Sigmund Freud,, Franz Boas, Albert Einstein et Stephen Jay Gould se révèlent être des ratés ou des fraudeurs. »*

L'outrance ou l'ignorance ou encore le procès d'intention ou la mauvaise foi exposé ici gâche cette démonstration par ailleurs bien sourcée, dommage.

---

On se demande si le biais idéologique qui a influencé l'auteur de cet article est politique ou pathologique ou les deux à la fois, ils visent des personnages ou scientifiques qui ont fait progresser la connaissance chacun dans leur domaine, et qui se trouvent tous être dans le collimateur des néoconservateurs, un hasard sans doute !

Il n'est pas forcément antisémite, il est réactionnaire, c'est suffisant.

---

### **Combat contre la mystification climatique ou l'instrumentalisation du climat, le Green New Deal.**

**Il est encore possible d'éviter le piège du Net-Zéro carbone Par Kees de Lange et Guus Berkhout - Clintel Juin 2024**

<https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/06/traduction-de-Clintel-Net-Zero-13-VI-2024-relu-CV-1.pdf>

**Les vignerons et le réchauffement climatique 14 juin 2024 - 14 juin 2024**

<https://www.science-climat-energie.be/2024/06/14/les-vignerons-et-le-rechauffement-climatique/#more-22699>

---

### **Russie.**

**La guerre oubliée de 1918-20 : Invasion de l'Union soviétique par les États-Unis et leurs alliés**

D'un point de vue historique, les États-Unis et leurs alliés menacent la Russie depuis plus de 105 ans, à commencer par la Première Guerre mondiale, avec le déploiement des forces américaines et alliées contre la Russie soviétique le 12 janvier 1918 (deux mois après la révolution du 7 novembre 1917, censée soutenir l'armée impériale russe).

L'invasion de la Russie par les alliés américains et britanniques en 1918 est un événement marquant de l'histoire russe, souvent présentée à tort comme faisant partie d'une guerre civile.

Elle a duré plus de deux ans et a nécessité le déploiement de plus de 200 000 soldats, dont 11 000 américains et 59 000 britanniques. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et des États-Unis pendant la Première Guerre mondiale, a envoyé 70 000 soldats.

**Le projet Manhattan. «Rayer l'Union soviétique de la carte»**

Six semaines à peine après le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, le ministère américain de la Guerre a rendu public, le 15 septembre 1945, un plan secret visant à bombarder 66 villes d'Union soviétique avec 204 bombes atomiques.

Le plan de septembre 1945 visait à «rayer l'Union soviétique de la carte» à une époque où les États-Unis et l'URSS étaient alliés.

Comme le confirment des documents déclassifiés, Hiroshima et Nagasaki ont servi de «répétition générale» (voir références : détails historiques et analyse ci-dessous).

**La menace américaine de guerre nucléaire contre la Russie a été formulée il y a plus de 76 ans, en septembre 1945, alors que les États-Unis et l'Union soviétique étaient alliés.**

Sans le plan de septembre 1945 visant à «rayer l'Union soviétique de la carte» (66 zones urbaines et plus de 200 bombes atomiques), ni la Russie ni la Chine n'auraient développé d'armes nucléaires.

Il n'y aurait pas eu de course aux armements nucléaires.

[https://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-sont-en-guerre-contre-la-russie-depuis-plus-de-100-ans/5689823?doing\\_wp\\_cron=1718658380.9892311096191406250000](https://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-sont-en-guerre-contre-la-russie-depuis-plus-de-100-ans/5689823?doing_wp_cron=1718658380.9892311096191406250000)

---

## **Ukraine.**

**Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué de la conférence sur l'Ukraine - fr.sputniknews.africa 16 juin 2024**

Les pays des BRICS refusent à juste titre de signer le communiqué final de la conférence sur l'Ukraine en Suisse, selon un expert indien.

Cela, parce que la Russie n'a pas été invitée : sans elle, ce sommet était dès le départ une idée inutile avec une valeur minimale, explique à Sputnik le lieutenant-colonel à la retraite JS Sodhi.

*"À l'ère moderne, la guerre ne peut pas être une solution. L'Inde a toujours prôné le dialogue et la diplomatie, tandis que l'Occident défend le point de vue opposé. Le régime de Zelensky, soutenu par les États-Unis, n'a fait preuve d'aucune sincérité dans son prétendu désir de résoudre le conflit. Il suffit d'un signal de Washington pour entamer des négociations avec la Russie, et le conflit prendra fin."* fr.sputniknews.africa 16 juin 2024

---

## **Palestine occupée.**

**Suite du soulèvement révolutionnaire armée du 7 octobre 2023.**

Il s'est bien agi d'un soulèvement populaire et révolutionnaire le 7 octobre 2023, je regrette de ne pas l'avoir caractérisé ainsi plus tôt, mais bon l'esprit y était, c'est l'essentiel. Vous aurez constaté que personne n'a pris le risque de le caractériser ainsi, cela eut été trop compromettant, on comprend.

On serait tenté de faire aux Palestiniens la même remarque que Marx fit aux Communards 6 mois avant leur insurrection, et d'adopter ensuite la même position une fois le combat engagé. Il avait caractérisé de folie toute tentative de soulèvement armé prévoyant son dénouement inévitable, pour finalement s'y rallier au premier coup de feu et se placer à leur côté, saluant leur héroïsme, sans jamais les abandonner ou pire, les trahir. Il ne leur reprocha rien, en revanche il jugea sévèrement

les dirigeants blanquistes et prudhommiens qui n'avaient pas été à la hauteur de leurs tâches, pour ne pas dire pire encore.

### **Selon un sondage, les Palestiniens continuent de soutenir massivement le Hamas - RT 13 juin 2024**

Selon le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête, basé à Ramallah, plus de deux tiers des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza continuent de soutenir le Hamas dans sa guerre contre l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Une enquête réalisée entre le 26 mai et le 1er juin auprès de 1 570 Palestiniens, dont 760 résidant en Cisjordanie et 750 à Gaza et publiée le 12 juin, montre que le soutien envers le Hamas reste constant auprès de la population palestinienne. En effet, les deux tiers des personnes interrogés soutiennent le mouvement islamiste gazaoui et près de 80% estiment que c'est grâce à l'attaque du 7 octobre que la cause palestinienne est redevenue un enjeu régional et international. L'étude prouve également que la quasi-totalité des Palestiniens partagent le même avis sur les crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne, tandis que 90% des sondés pensent que le Hamas n'a pas commis de crimes durant l'opération «*Déluge d'Al-Aqsa*».

Au sujet du dénouement du conflit, une majorité de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza pense que le Hamas va remporter la guerre face à l'armée israélienne. Par rapport à la gestion politique de l'enclave, les habitants des territoires occupés estiment que le Hamas continuera de gouverner tandis qu'un grand nombre de Gazaouis supposent que le mouvement islamiste ne sera plus à la tête de la province.

L'enquête a également soulevé un point concernant la force de sécurité arabe qui pourrait être envoyée pour pacifier la zone. Près de 75% des sondés ont manifesté leur opposition.

Concernant la population gazaouie, près de 80% des sondés de l'enclave indiquent qu'au moins une personne de leur famille est morte ou a été blessée depuis le début des bombardements israéliens dans la bande de Gaza.

Le Centre palestinien de recherche politique et d'enquête a également posé la question sur le dossier de la Cour internationale de justice, soulevée par l'Afrique du Sud notamment. Pour les trois-quarts des Palestiniens, la CIJ n'arrivera pas à mettre fin à l'offensive israélienne compte tenu du soutien américain. Même son de cloche concernant la Cour pénale internationale : 71% des sondés pensent que ni Benjamin Netanyahu ni Yoav Gallant ne seront jugés par l'instance judiciaire. RT 13 juin 2024

---

### **Selon des analystes israéliens, le Hamas réinvestit Gaza avec succès**

<https://reseauinternational.net/selon-des-analystes-israeliens-le-hamas-reinvestit-gaza-avec-succes/>

---

### **Le Congrès américain approuve une nouvelle vente d'armes à Israël d'un montant de 18 milliards de dollars - RT 18 juin 2024**

Alors que les États-Unis s'activent pour arracher un cessez-le-feu à Gaza, deux élus démocrates ont approuvé une nouvelle aide de 18 milliards de dollars d'aide à Israël. Cette enveloppe comprend

notamment 50 F-35 ainsi que des missiles et des systèmes de guidage. La transaction doit être validée par le département d'État.

De surcroît, selon un article du média I24, Antony Blinken, en déplacement en Israël, a promis à Benjamin Netanyahu que Washington lèverait dans les prochains jours toutes les restrictions sur les transferts d'armes vers l'État hébreu. RT 18 juin 2024

---

## **En complément sur le Front populaire. (Extraits de causeries antérieures)**

### **Causeries février 2009**

Pour les adeptes du Programme de transition, souvenons-nous ce que disait Trotsky : les réformistes et les staliniens pourraient aller plus loin qu'ils ne le voulaient, mais en aucun cas ils n'avanceront sur la voie de la rupture avec le capitalisme, et s'il leur arrivait de l'envisager, ce serait hypocritement uniquement, en collaboration avec la bourgeoisie, qui, immédiatement liquiderait le front populaire et le remplacerait par une dictature fasciste, dont la première tâche serait de liquider dans un bain de sang la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en commençant par son avant-garde.

Les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier remplissent une double fonction : 1- protéger le gouvernement aussi longtemps que possible ; 2- lorsque ce stade est dépassé, se poser en défenseurs acharnés du capitalisme. On comprend qu'ils ne puissent pas envisager la troisième étape puisque si elle devait avoir lieu entre temps nous les aurions liquidés.

### **Causeries juillet 2009**

Le front populaire a frayé la voie à Franco en Espagne, a sonné l'heure de la seconde guerre mondiale et indirectement favorisé l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, a frayé la voie au coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili, cela vous tenterait-il de vivre une de ces glorieuses et criminelles expériences à mettre au compte du réformisme et du stalinisme ?

Un gouvernement de front populaire peut donner l'illusion d'être un gouvernement ouvrier, mais il n'en demeure pas moins un gouvernement bourgeois. Lénine expliquait que ce n'était pas la composition du gouvernement qui déterminait sa nature sociale, mais l'Etat et les institutions en place. On pourrait objecter qu'entre février et octobre 1917, Lénine a combattu le gouvernement de front populaire en se plaçant sur le terrain des illusions des masses, en exigeant qu'il rompe avec les capitalistes. C'est juste sur le plan de l'agitation politique, encore faut-il avoir à l'esprit un autre facteur déterminant de la situation, la mobilisation révolutionnaire des masses et son autoorganisation dans les soviets dans lesquels les bolcheviks combattaient en défendant l'intégralité de leur programme politique, posant ainsi les bases d'une perspective politique au-delà du gouvernement de front populaire, d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire et d'un Etat ouvrier reposant sur les soviets.

Le combat sur le terrain des illusions n'a pas duré longtemps et les bolchevik l'ont abandonné au profit du mot d'ordre : Tout le pouvoir aux soviets !

Tout comme avec la tactique du front unique, celle qui consiste à se situer sur le terrain des illusions des masses pour les aider à s'en débarrasser, doit être employée avec mesure, elles n'ont pas une

valeur universelle au point de pouvoir les employer dans n'importe quelle circonstance et pendant une durée indéfinie.

En 1917, les bolcheviks étaient en mesure de proposer immédiatement une alternative au gouvernement de front populaire, alors qu'en France, aujourd'hui comme hier, les conditions subjectives ont toujours fait défaut pour proposer aux masses une telle alternative, sauf à s'en remettre aux miracles qui ont tenu de lampes de chevet à nos révolutionnaires.

### **Causeries mars 2010**

Ne serait-ce pas par hasard le front populaire qui avait ouvert la voie au régime de Vichy en refusant de s'engager dans la voie du socialisme ?

Quand l'analyse de la situation réalisée par un parti repose sur une analyse fautive d'un des facteurs déterminants qui la compose, on aura du mal à nous faire admettre ensuite que les dirigeants d'un tel parti pouvaient définir une orientation politique correcte.

Ce qui fut possible entre février et octobre 1917 en Russie reposa uniquement sur l'existence du parti bolchevik et le développement de l'organisation politique indépendante et autonome des masses dans les soviets, sans ces deux facteurs subjectifs déterminants, la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 n'aurait jamais évolué d'un front populaire contre les masses à la prise du pouvoir par le parti bolchevik et le prolétariat neuf mois plus tard. Chacun est libre d'ignorer cet enseignement de notre histoire, mais dans ce cas-là infailliblement on s'écarte de notre objectif, on ne combat plus vraiment pour le même objectif.

### **Causeries septembre 2010**

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

### **Causeries et infos en bref avril 2011**

Sombre rappel. La IV<sup>e</sup> République dominée par le PS et le PCF n'a pas remis en cause le colonialisme de l'impérialisme français, il a poursuivi sa guerre au Vietnam jusqu'en 1954, 5 ans auparavant Mitterrand avait fait bombarder Sétif en Algérie (8 mai 1945), 6 ans plus tôt le PS (la SFIO) s'était rangé au côté de sa bourgeoisie pour faire la guerre à l'Allemagne (1939), 3 ans plus tôt, le gouvernement de Front populaire n'avait pas mis fin à la colonisation en Afrique et en Asie de l'impérialisme français (1936), 22 ans plus tôt il s'était également rangé dans le camp de la guerre (août 1914)...

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme.

### **Causeries et infos en bref octobre 2011**

Le mécanisme qui conduit du Front populaire à sa chute ou au fascisme :

Un discours plus ou moins radical avant les élections ; une première reculade dès le lendemain des élections exprimée par le refus d'imposer quoi que ce soit aux privilégiés ; une seconde reculade à la première alerte histoire de rassurer les "*banquiers*", les "*puissants*" ou les "*importants*" ; puis refus de la moindre concession de la part de ces derniers et nouvelle reculade ; finalement renoncement à toute atteinte à la propriété privée des moyens de production, le fruit est mûr, la réaction a eu le temps de rassembler ses forces et de se renforcer, elle menace de passer à l'action ; dénouement : le gouvernement démissionne et cède la place au parti officiel du capital qui applique immédiatement son programme antisocial, au pire, qui réprime le mouvement ouvrier et son avant-garde...

Quand le gouvernement de Front populaire décida d'augmenter les salaires de 30%, au cours des mois qui suivirent les prix flambèrent à tel point que cette augmentation avait été pour ainsi dire annulée, puis Blum en désespoir de cause dut se résigner à dévaluer la monnaie... de 30%, donc à l'arrivée les travailleurs se retrouvèrent encore plus misérables qu'avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire...

Ces messieurs du Front de gauche auraient-il une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective par hasard ?

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui conclurent un pacte infâme avec Hitler.

### **Causeries et infos en bref décembre 2012**

En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

### **Causeries et infos en bref juillet 2013**

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), lance un appel pour "*un nouveau Front populaire de gauche*" pour que le gouvernement respecte "*la volonté populaire de changement*" issue des urnes le 6 mai 2012, dans un entretien accordé à *L'Humanité dimanche*.

(Il a raison de préciser "*de gauche*" car on pourrait croire qu'il serait de droite en y associant le PS et ses satellites, des partis de droite ! Faire croire que ce gouvernement pourrait changer de politique, quelle supercherie ! - ndlr)

En fait, quand on y réfléchit bien, le PS et ses satellites au pouvoir soutenus par le Front de gauche, c'est le Front populaire avant l'heure !

### **Causeries et infos en bref avril 2013**

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en œuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le

capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "*vrai changement de cap*", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "*véritable front populaire*" pour 2017. AFP 13.12 2015

### **Causeries et infos en bref mai 2016**

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "*Il est dommage de ne plus vouloir « refaire » le Front populaire*". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "*jours heureux*"... Pas du socialisme.

... Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « *gauche* » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « *socialisme ou barbarie* ».

- "*Les "Fronts populaires"* d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Programme de Transition - L. Trotsky)

- "... la politique conciliatrice des "*Fronts populaires*" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

### **Causeries et infos en bref mars 2017**

Chaque fois que fut porté au pouvoir par les urnes une majorité PS-PCF ou un gouvernement de Front populaire (parfois aux relents d'union nationale), en 1936, 1946, 1981, 1997, 2012, il en résulta quoi, rien, la vie continua comme avant pour les capitalistes. En revanche quand les ouvriers chassèrent le tsar du pouvoir en février 1917 en Russie, 8 mois plus tard ils renversaient le gouvernement de Front populaire et les institutions semi-féodales qui étaient demeurées en place, ils s'emparèrent du pouvoir politique par une révolution socialiste organisée par un véritable parti ouvrier révolutionnaire, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, démontrant que c'était la voie à suivre pour aboutir à une transformation radicale de la société au profit des exploités et des opprimés. La suite est une autre histoire, ne confondons pas tout.

François Ruffin a déclaré dans l'émission "*Questions politiques*" :

- L'ancien journaliste rêve de commémorer à son tour cet anniversaire au début du mois de mai même s'il explique ne pas se sentir un enfant de mai 68 et qu'il préfère chercher ses sources d'inspiration dans la Révolution française, le Front populaire et Jean Jaurès. Le HuffPost 15.04.2018

## Causeries et infos en bref mai 2018

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidiver en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

- Mélenchon veut "*un Front populaire*" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"*Je milite pour une forme d'unité populaire qui décroïssonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif*", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire. (liberation.fr 25.05.2018)

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "*Front populaire*", le député de la Somme (Ruffin -ndlr) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "*le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise*".

Les élections européennes seront, selon lui, un "*marqueur*" de ce basculement. AFP 26.05.2018

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «*Front populaire*» - LeParisien.fr 20.10.2018

## Causeries et infos en bref février 2021

Le Front populaire en 36, mai 68, mai 81, des victoires ? Non, des défaites pour la classe ouvrière. Le premier débouchera sur le régime de Vichy, l'Etat de la milice, le fascisme et une guerre mondiale. Le second sera un baroud d'honneur ou du déshonneur qui permettra au capitalisme de se refaire une santé. Quant au troisième, il ouvrira la voie à l'avènement du néolibéralisme.

## Causeries et infos en bref décembre 2021

Près de 200 personnes se sont rassemblées samedi à Paris à l'initiative du mouvement "*La Primaire populaire*" pour réclamer un "*front populaire écologique*" et "*l'unité*" à gauche pour l'élection présidentielle, a constaté une journaliste de l'AFP.

## Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

Extraits.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut être révolutionnaire avec la politique non-révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La prémisses fondamentale, économique, du socialisme existe depuis déjà longtemps. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même de la scène.

Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploiters et des étrangleurs. L'histoire pose avec acuité cette tâche devant nous. Si le prolétariat se trouve pour telle ou telle raison incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il est, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivra, les calamités s'accroîtront, le désespoir et la prostration s'empareront des masses, le capitalisme-décrépit, pourrissant, vermoulu-étranglera toujours plus fort les peuples, en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. Hors de la révolution socialiste, point de salut.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire.

De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-elle pour longtemps retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doit nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme, il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu préalablement avec les anciens partis « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme

politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : « *révolutionnaire* » et « *non-révolutionnaire* » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français. La politique à courte vue, passive, opportuniste du front unique, et surtout des staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France.

Pour télécharger le document :

<https://groupemarxiste.info/documents/CRC20.07.pdf>

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 26 juin 2024**

Je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire!

### **Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.**

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prérévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'État institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron,

autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

*Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire*" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 27 juin 2024**

On commencera dans la bonne humeur. Je vous emmène en Inde.

**Ils ne savent plus quoi instrumentaliser ou inventer pour vous maintenir dans un état de « stress » ou de psychose permanente.**

**Chaleur : c'est quoi le stress thermique, qui pourrait causer de sérieux dégâts cet été - Le HuffPost 20 juin 2024**

<https://fr.news.yahoo.com/chaleur-c-stress-thermique-pourrait-041811548.html>

J-C – A défaut de « canicule », ils se rabattent sur « le stress thermique » pour justifier leur Green New Deal, leur mystification climatique et énergétique...

Imaginez, ils ont trouvé 33 morts en Inde en plein été sur 1,47 milliard d'habitants, c'est alarmant ! Dans le nord de l'Inde, où comme chaque année une canicule sévit pendant quelques jours ou semaines au plus, rien de plus banal, alors que dans le sud où je vis, au Tamil Nadu, cette année on n'a pas eu de canicule, je crois même que c'est l'été le moins chaud que j'ai vécu depuis près de 30 ans, mieux, il a plu davantage pour notre plus grand bonheur.

Vous aurez compris que, selon les intentions saines ou malsaines qui animent ceux qui vous informent, vous n'aurez pas du tout la même version de la réalité.

Virama, la mère de ma compagne qui a entre 90 et 95 ans, finit ses jours chez nous. Totalement dépendante, elle n'a plus que la peau sur les os, elle passe la journée allongée sur une toile dressée sur le sol en terre du jardin à l'ombre des arbres. Quand il pleut, on l'installe à l'abri devant la maison, à l'intérieur ce serait trop risqué, on a essayé, une catastrophe. Elle boit très peu, environ un demi litre d'eau par jour, elle n'a pas soif malgré la chaleur accablante l'été, 39°C maximum cette année la journée, 31°C la nuit.

Ce que les psychopathes font semblant de ne pas comprendre, c'est qu'on meurt quand l'heure a sonné, point barre, car il faut bien mourir un jour de quelque chose, pour un peu, ces despotes enragés voudraient imposer à chacun l'heure de sa mort et comment ou de quoi il devrait trépasser, quelle horreur !

Cette très vieille femme n'arrive pas mourir ! Elle vit à même le sol, elle ne peut plus se redresser, elle marche courber en deux quand on la soutient, sinon elle se déplace à quatre pattes ou elle rampe à la manière d'un ver de terre ou d'un reptile. Elle passe son temps à végéter et à dormir, elle ne reconnaît pas ses enfants, personne, sauf rarement, elle n'a plus toute sa tête ou plus du tout. Elle gémit sans arrêt, pousse des hurlements, éclate de rire, elle parle toute seule ou à des personnes inexistantes, elle confond le jour et la nuit. Elle mange très peu trois fois par jour, plus le thé et quelques gâteaux secs à 5 heures. Il faut la faire manger ou la surveiller, elle balance la bouffe aux

chiens ! Selvi la lave et la change une ou deux fois quotidiennement. Elle empeste le matin, car la nuit elle se pisse dessus, et ce n'est pas le pire, je passe les détails.

Pour nous c'est une nouvelle expérience, choquante par certains côtés, car finir ses jours de cette manière-là c'est inhumain, même si par ailleurs elle est bien traitée, du coup on s'est promis de mettre fin à nos jours avant d'en arriver à cette extrémité-là. Personne de la famille de ma compagne ne voulait la prendre en charge, tous travaillent. J'ai accepté par pur humanisme, je n'ai pas hésité une seconde, je ne me voyais pas faire autrement, qu'aurait-on pensé de moi, que j'étais un monstre d'égoïsme, et puis, à quoi bon mon idéal, c'était une nouvelle occasion de mettre en phase la théorie et la pratique.

Je me suis demandé, comment les hommes ont-ils pu en arriver à prolonger la durée de leur existence, sans tenir compte qu'ils ne bénéficieraient pas toujours de conditions favorables pour finir leurs jours dignement ou s'épargner des souffrances inutiles, à quoi cela rime-t-il enfin, c'est d'une stupidité ou d'une cruauté qui me dépasse. Cette souffrance concernera de préférence les plus pauvres abandonnés à eux-mêmes, le sort et les souffrances des plus riches nous indiffèrent, qu'ils crèvent !

Cette femme ne vit plus, elle est réduite à l'état de déchet à décomposition lente, mais inexorable. Je l'ai sans cesse sous les yeux, en 6 mois j'ai eu le temps de l'observer attentivement. Qui pourrait envier un tel sort ou aurait envie de finir ses jours ainsi, absolument personne, qui y pense tout au long de sa vie, personne non plus. Dites, les hommes pensent-ils ? Il paraît que oui, parfois on ne le dirait pas.

Cela m'a fait penser aux millions de vieillards envoyés dans les Ehpad ou autres mouvoirs nommés maisons de retraite. Le personnel qui y travaille a du mérite assurément, il mériterait amplement un double salaire et au moins un mois de congé supplémentaire, car il faut avoir les nerfs solides pour supporter des dizaines de Virama. Les profs aussi, car les vieillards se comportent comme des gosses inconscients.

La civilisation humaine pourra-t-elle encore supporter longtemps une telle cruauté sans perdre sa raison d'être ? C'est la question que chacun devrait se poser avant qu'il ne soit trop tard.

Ma maison est en train de devenir un hospice ou un refuge pour écloper de la vie, je viens d'hériter de l'une des sœurs de ma compagne. Elle vit chez nous depuis deux semaines.

Sandhi a 50 ans environ, victime d'un accident de la route il y a deux ans, renversée par une vache ayant sauté sur la moto que son fils conduisait, cela ne s'invente pas, ne vous marrez pas. Elle s'est retrouvée avec un énorme hématome au genou gauche, baladée de médecins en hôpitaux et cliniques sans être soignée, mais soulagée de quelques milliers de roupies alors qu'elle est très pauvre, cet hématome est devenu aussi gros qu'un œuf d'autruche qui la fait horriblement souffrir.

Je me suis résolu à tenter de la faire soigner, à mes frais évidemment. Elle ne pouvait plus travailler et son mari est trop vieux, il bénéficie d'une allocation du Territoire de Pondichéry de 2500 roupies, une misère, le smic local est à 8 ou 10.000 roupies. Quant à son fils, il nous a fait savoir qu'il ne voulait pas casquer pour sa mère, il ne répond plus au téléphone. Faites des gosses pour assurer vos vieux jours, vous avez dû entendre ce truc-là pour justifier la démographie galopante de l'Inde, quelle connerie en vérité, il faut y vivre pour s'en apercevoir !

Je l'ai emmenée dans une clinique dont je connaissais le médecin et propriétaire depuis 1997. J'espère qu'il ne nous escroquera pas comme les autres, j'y ai déjà passé 4 heures avec le

déplacement, et j'ai dépensé 3500 roupies, prochain rendez-vous le 28 juin, si cela foirait, je ne saurais plus quoi faire pour cette pauvre femme, je n'ose pas y penser. Quelle tristesse !

Sinon on a aussi récupéré Vomsika du vendredi soir au lundi matin, la petite fille de ma compagne, 9 ans. Elle s'emmerde chez elle, alors qu'ici il y a les chiens et le jardin, elle peut jouer avec sa grand-mère et sa sœur, parfois avec moi aux dominos ou aux cartes. On la gâte, pas trop, juste ce qu'il faut quoi. Elle est adorable, quand elle n'en fait pas qu'à sa tête, c'est une gosse, normal. Pépère (moi) et grand-mère se prennent au jeu, on n'est pas des vieux cons aigris. On passe notre temps à se marrer ou à se faire des blagues. Bref, c'est la bonne humeur qui règne à la maison, cela me change de ce que j'avais connu en France ou avec ma seconde épouse (indienne) particulièrement mauvaise, c'est ma nouvelle famille.

Mani, le fils de ma compagne, qui me doit une grosse somme qu'il ne me rendra jamais, passe plus souvent aussi avec son épouse et leur bébé, parfois après un bon repas ils couchent à la maison transformée en dortoir ! Ils ont donné le prénom de ma fille à leur bébé, Maggy avec une particule indienne en plus. Je n'ai plus de nouvelles de ma fille depuis bientôt un an, après qu'elle m'eut traité de « *complètement con* ». Bordel, si tous les cons de la Terre me ressemblaient, on vivrait déjà sous le socialisme depuis longtemps, dommage !

Ici tout le monde m'aime bien (et me respecte), pourtant je suis dur avec les Indiens, parce qu'ils ont un peu trop tendance à prendre les Occidentaux pour des abrutis ou des pigeons qu'on peut plumer en jouant sur la corde émotionnelle, et puis il y a tellement de différences entre nous, ne croyez pas qu'ils profiteraient indument de ma gentillesse ou de ma crédulité, qui ne sont que feinte pour piéger les malfaisants justement. En revanche, en France tout le monde me détestait, ma famille, alors que j'étais le même, c'est étrange, non ? Les Français soi-disant les plus évolués ou qui se croient plus intelligents que la moyenne sont arrogants et méprisants, qu'ils soient pauvres ou non, ils passent leur temps à juger les autres. C'est le sport national des Français, alors que leurs comportements ne valent guère mieux que ceux des plus arriérés. Au passage, à ceux qui seraient tentés par l'extrême droite et le racisme ou la chasse aux immigrés, vous n'êtes pas sortis de la merde avec plus 7 milliards d'arriérés profonds répartis sur tous les continents !

Les gens ici sont plus simples, peut-être plus bêtes, mais pas forcément aussi ou plus mauvais contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre. Et puis on n'a pas du tout vécu la même histoire, surtout celle de la lutte des classes. Quand on en a conscience, tout glisse, ça calme, je vous assure. On se doit d'avoir un comportement exemplaire ou juste en toute circonstance, pas facile, on se fait piéger parfois, tout en conservant notre personnalité, ce n'est pas incompatible, c'est même fortement recommandé. J'ai une sacrée responsabilité à assumer avec tous ces gens à ma charge, et mes quatre chiens.

J'ai récupéré deux de mes chiots que mon beau-frère avait placés, dont un très maltraité. Je me suis dit que c'était le destin qui me les avait renvoyés, du coup je n'ai pas pu me décider à m'en séparer, je les adore, et les savoir malheureux m'aurait rendu trop malheureux. Riki à maintenant 10 mois et Lidy 5 mois, le père, Bima, 4 ans, et la mère Julie, 3 ans. Ils me coûtent une fortune en nourriture pour toujours être en bonne santé. On a tous des faiblesses ! Je partage mon maigre revenu avec tout ce monde-là, ne me le reprochez pas.

Voilà ma famille indienne au grand complet ou presque... elle est si nombreuse !

## **Libérez Georges Abdallah !**

### **De Beyrouth à Lyon, la mobilisation se poursuit pour la libération de Georges Abdallah - Collectif Palestine Vaincra legrandsoir.info 23 juin 2024**

<https://www.legrandsoir.info/de-beyrouth-a-lyon-la-mobilisation-se-poursuit-pour-la-liberation-de-georges-abdallah.html>

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres... Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

#### **Mon commentaire envoyé au blog Le Grand Soir :**

- Soutien inconditionnel à Georges Abdallah.

Votre résistance est la plus magnifique leçon d'humanisme que vous pouviez donner à la jeunesse éprise de justice et de liberté, et aux vieux combattants contre l'oppression auxquels il arrive parfois de douter, merci.

Georges Abdallah - C'est contre ce capitalisme que tous les protagonistes révolutionnaires devront vaincre pour vaincre la barbarie génocidaire et autres... Pour la survie de l'humanité, pour la survie de notre planète, il faut savoir se débarrasser du capitalisme et de sa barbarie et au plus vite.

Quelle merveilleuse détermination, quel exemple de courage pour nous tous, il est plus révolutionnaire que l'ensemble des représentants du Nouveau Front populaire réunis !

C'est la question qui est posée à tous les exploités et opprimés : La survie du capitalisme et la barbarie ou leur négation, la seule alternative possible, cohérente, sérieuse, le socialisme.

Le socialisme, certains l'évoquent encore en passant entre la poire et le fromage pour se donner bonne conscience ou pour faire bonne figure. Certains parmi ses pires ennemis s'en réclament également, mais en réalité dans la majorité des cas, plus personne ou presque ne sait ce que cela signifie réellement, dogmatisé ou criminalisé, jamais ou presque abordé sereinement.

La confusion et la fabulation l'emporte sur toute réflexion basée sur les faits ou la connaissance réelle. Sa méthode pour interpréter la situation ou le monde, le matérialisme dialectique, cet instrument génial sorti du cerveau de nos plus illustres penseurs et humanistes, est délaissé ou personne ne le pratique ou le maîtrise suffisamment de nos jours (Depuis la mort de Lénine en 1924, gloire à lui !), de sorte que toutes les interprétations se valent sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, ce qui se traduit par la division infinie de nos forces.

On s'épuise à polémiquer entre nous au lieu de nous rassembler pour combattre ensemble nos ennemis communs, vulnérables sans cette boussole pour nous guider, affaiblis, on se retrouve réduits à l'impuissance, et pour peu qu'on soit de bonne foi, si on demandait quelle logique est à l'origine cette anarchie dévastatrice, c'est sans doute du côté de notre propre ignorance qu'il faudrait chercher (cela vaut pour moi évidemment), car pas un travailleur, pas un militant n'a intérêt un seul jour, une seule minute à la survie du capitalisme synonyme de barbarie.

Le socialisme ne devrait pas avoir besoin de justification, parce que rien ni personne ne peut justifier l'existence de l'exploitation et de l'oppression. Voilà de quoi on devrait partir, voilà ce qu'on devrait avoir à l'esprit en permanence, voilà ce qui devrait nous obséder et guider notre combat politique, si je peux me permettre un conseil.

Je vis en Inde depuis près de 30 ans parmi des pauvres ou miséreux. Je peux vous assurer qu'il ne se passe pas un jour sans qu'on doive retenir nos larmes de couler à flot tant notre souffrance est immense. C'est pour eux que j'ai écrit ces lignes d'espoir, ainsi que pour Georges Abdallah. Nous finirons par briser nos chaînes, le socialisme vaincra !

### **Complément.**

#### **Comment les États-Unis font pression sur la France dans l'affaire Abdallah**

[https://www.francetvinfo.fr/choix/enquete-comment-les-etats-unis-font-pression-sur-la-france-dans-l-affaire-abdallah\\_6618186.html](https://www.francetvinfo.fr/choix/enquete-comment-les-etats-unis-font-pression-sur-la-france-dans-l-affaire-abdallah_6618186.html)

#### **Au format pdf :**

[http://www.luttedeclasser.org/dossier\\_2\\_2024/Georges\\_Abdallah\\_article\\_FranceInfo.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/Georges_Abdallah_article_FranceInfo.pdf)

---

### **Il avait eu le tort d'adopter quelques réformes sociales ou progressistes.**

J-C – Ni Georges Abdallah, ni Juan Orlando Hernandez n'aura bénéficié du même traitement de faveur qu'Assange. Qui peut avoir confiance dans la justice américaine ? Personne, hormis des crétins ou des ordures.

#### **Honduras : L'ancien président condamné à 45 ans de prison pour trafic de cocaïne - 20minutes.fr 27 juin 2024**

Juan Orlando Hernandez, président du Honduras de 2014 à 2022, qui a été condamné mercredi à New York à 45 ans de prison pour trafic international de cocaïne. Déjà reconnu coupable en mars d'association de malfaiteurs en vue de trafic de drogue et possession d'armes, il a également été condamné à payer une amende de huit millions de dollars.

« *En tant que président du Honduras, Juan Orlando Hernandez a abusé de son pouvoir pour soutenir l'une des opérations de trafic de drogue les plus importantes et les plus violentes du monde, et les peuples du Honduras et des États-Unis en ont subi les conséquences* », a indiqué le ministre américain de la Justice, Merrick Garland dans un communiqué. A la barre, Juan Orlando Hernandez a de nouveau clamé son innocence. « *J'ai été accusé de manière injuste et inappropriée* », a-t-il clamé en tenue de prisonnier. Son avocat a affirmé qu'il allait faire appel.

Selon les procureurs américains, l'ancien président hondurien a participé à et protégé un réseau qui a expédié environ 400 tonnes de cocaïne aux États-Unis entre 2004 et 2022, alors qu'il était membre du Congrès, président du Congrès puis président de la République. En retour, il aurait reçu des millions de dollars des cartels, dont celui de Sinaloa, dirigé par le célèbre narcotraffiquant mexicain Joaquín « *Chapo* » Guzmán, condamné depuis aux États-Unis.

En échange de ces pots-de-vin, Juan Orlando Hernandez a « *protégé les narcotrafiquants des enquêtes, évitant leur arrestation et leur extradition* », ont assuré les autorités américaines. Juan Orlando Hernandez, qui s'était présenté comme le champion de la lutte contre le trafic de drogue, avait été extradé en avril 2022 vers les États-Unis. 20minutes.fr 27 juin 2024

---

### **Le rôle déterminant des médias comme moyen d'information ou de propagande n'échappe à personne.**

J-C – Toutes les agences de presse du monde pratiquent la désinformation ou la propagande d'Etat pour manipuler les consciences. Tous les Etats détiennent des vérités que les gouvernements et les médias censurent ou autocensurent.

Des vérités, chacun se réserve le droit d'en user ou d'en divulguer une partie concernant ses ennemis du moment en fonction de ses besoins, d'où parfois certaines révélations explosives, qui se terminent le plus souvent en pétards mouillés, car chaque fois ils s'imposent des limites, au-delà desquelles il s'avèrerait qu'ils se sont compromis eux-mêmes, et ils n'y tiennent pas vraiment.

Je te tiens, tu me tiens par la barbichette... Telle est leur règle du jeu de dupes (nous).

Sinon, il y a les fuites inévitables autant qu'imprévisibles en tout genre provenant des incorrigibles bavards, des cons, des corbeaux ou des sources anonymes, des agents doubles, des taupes, des parasites quasiment indétectables qui s'immiscent partout, des brebis galeuses, des faux amis ou des ordures qu'on ne soupçonnerait pas, prêts à tout pourvu que cela rapporte, etc.

Avec la multiplication des moyens de communication de plus en plus sophistiqués, il devient très difficile, voire impossible de stopper une information qui s'est échappée malencontreusement ou non, comme un virus en somme !

Par exemple. Les Russes n'ont jamais révélé ce qu'ils savaient sur le 11 septembre 2001, plus près, sur Assange. Les Chinois nous ont baladés lors de l'épisode Covid. Aucun des deux n'a voulu mettre dans l'embarras les Etats-Unis, ils protègent mutuellement leurs secrets. Observez-le, même en cas de guerre, c'est pour dire à quel point leurs intérêts sont liés, jusqu'à un certain point, certes, rarement atteint, faut-il préciser, d'ici là, la macabre comédie peut continuer, sur notre dos évidemment.

### **Restriction des médias européens bloqués en Russie : la Hongrie bloque une déclaration commune de l'UE - RT 26 juin 2024**

La Hongrie a bloqué une déclaration commune des membres de l'UE devant condamner les mesures de rétorsion prises par Moscou contre les médias européens. «*Seul le gouvernement hongrois s'est opposé à la déclaration générale*», a rapporté ce 26 juin le média hongrois 444.hu, citant une source au sein de l'institution européenne.

Parmi les organes de presse ciblés par Moscou, Le Monde, l'AFP ou encore LCI sont concernés côté français. À ceux-ci ont été ajoutés, par exemple, l'allemand Der Spiegel, l'espagnol El País, l'italien La Repubblica ou encore l'europpéen Politico.

À défaut d'une déclaration unanime des 27 pays membres, Bruxelles a dû se satisfaire d'un communiqué du chef de sa diplomatie Josep Borrell. *«L'UE condamne la décision totalement infondée des autorités russes de bloquer l'accès à plus de 80 médias européens en Russie»*, a déclaré celui-ci ce 26 juin.

Josep Borrell estime que *«les médias européens interdits travaillent selon les principes et normes journalistiques. Ils fournissent des informations factuelles, également au public russe, notamment sur la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine»*.

*«En revanche, les médias russes de désinformation et de propagande, contre lesquels l'UE a introduit des mesures restrictives, ne représentent pas des médias libres et indépendants. Leurs activités de diffusion dans l'UE ont été suspendues parce que ces chaînes sont sous le contrôle des autorités russes et jouent un rôle déterminant dans le soutien à la guerre d'agression contre l'Ukraine»*, poursuit-il.

Et Josep Borrell de conclure : *«Le respect de la liberté d'expression et de la liberté des médias est une valeur fondamentale pour l'UE. Elle continuera à soutenir la mise à disposition d'informations factuelles également aux publics russes.»* RT 26 juin 2024

J-C – Il fallait oser le dire ! C'est à cela qu'on reconnaît les pires ordures.

---

## **Crise politique en France et mauvaise farce électorale.**

### **Le macronisme, "c'est terminé", vive le hollandisme, son clone et son service après-vente.**

J-C - Quelle différence y avait-il entre le Hollande et Macron au pouvoir : Pratiquement aucune !

Souvenez-vous : Notre ennemi, c'est la finance, pendant 5 ans Hollande sera à son service exclusivement. Qu'il ait cédé sa place à un protégé des Rothschild était dans l'ordre des choses finalement.

### **Législatives: le macronisme, "c'est terminé", dit Hollande en campagne - AFP**

Je vous propose un scénario en apparence surréaliste, qui pourrait bien se réaliser au lendemain du 7 juillet en France. Ce n'est pas de la science-fiction, mais une hypothèse parmi d'autres.

Macron nomme Hollande Premier ministre, et le charge de constituer un gouvernement d'union nationale comportant des ministres et secrétaires d'Etat issus des composantes du Nouveau Front populaire et d'Ensemble, de dissidents de LR refusant de s'allier avec RN ou l'extrême droite.

Plus tard, Macron réunit le Parlement dans sa demeure royale de Versailles, à l'ordre du jour, l'adoption d'une modification de la Constitution l'autorisant à se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle de 2027.

Pour que cette modification soit adoptée, il faudrait que les 3/4 des voix des élus de l'Assemblée nationale et du Sénat y soient favorables. Or, l'ensemble des voix des élus des partis qui participeraient à l'union nationale n'y suffiraient pas. Peu importe ou pas de problème, car pour ne pas être accusé de jouer les trouble-fête ou les mauvais joueurs, RN l'adopterait également.

Pourquoi ? Mais pour rejouer le scénario de 2002, 2017 et 2022 ou se retrouver seul face à RN et l'emporter lors de la présidentielle au second tour.

L'ensemble des composantes de l'union nationale ayant appelé à voter Macron au second tour en 2017 et 2022, encore faudrait-il qu'il soit qualifié à l'issue du premier tour. Pourquoi ne le serait-il pas, puisque avant la fin de son mandat l'ensemble des partis participants à l'union nationale auraient éclaté, sauf ceux ayant participé à tous les gouvernements précédents depuis 2017, ceux qui composent Ensemble (Renaissance, Modem, UDI). Macron peut parier sans prendre de risques sur la dislocation du Nouveau Front populaire et l'amplification de la crise qui déchire LR pour apparaître une nouvelle fois comme l'unique sauveur suprême face à l'extrême droite, et le vilain tour est joué.

Je n'ai pas évoqué les masses ou le mouvement ouvrier, qui après s'être faits bien des illusions lors de la campagne électorale dans le NFP, trahis cruellement par la dernière mouture du Front populaire, désertent les urnes ou adopteront le même comportement que lors des scrutins de 2017 et 2022, pourquoi devrait-il en être autrement ; RN affaibli, car ayant subi la même punition que le NFP, qui plus est, faisant l'objet d'une campagne médiatique enragée pour le discréditer, ce ne sont pas les matériaux qui manqueraient, en conclusion si l'ensemble de ces conditions étaient réunies, ce qui n'est pas à exclure, la victoire de Macron serait assurée.

Il pourrait dissoudre l'Assemblée nationale, et lors des élections législatives on assisterait à un scénario similaire à celui de 1969, qui avait donné la majorité absolue, écrasante, aux partis de la réaction.

Et le pire, c'est que tout cela se tient, à moins que les masses surgissent violemment sur la scène politique et chamboulent ce fragile édifice, dans quelle mesure serait-ce possible, je l'ignore. Toujours est-il que sans une politique juste portée par une nouvelle direction leur inspirant confiance, on ne voit pas comment elles pourraient modifier le rapport de forces entre les classes à leur avantage.

Maintenant la vie et la lutte de classes sont en partie imprévisibles ou pleines d'inconnus et de surprises bonnes ou mauvaises, se préparer dans la sérénité à l'un et à l'autre vaut mieux pour les affronter dans les meilleures conditions.

J'appelle tous les travailleurs et militants qui veulent en finir avec le capitalisme et ses institutions, rompre avec l'UE et l'OTAN, l'ONU et toutes ses agences, à se rassembler au-delà de leurs divergences, pour mener le combat politique ensemble et vaincre nos ennemis, pour le socialisme.

Un dernier mot.

Notez bien que le scénario évoqué plus haut ne résoudrait rien pour autant, pire, car cela signifierait qu'une fois la crise institutionnelle passée, celle du régime demeurerait ou s'amplifierait.

Tous les éléments qui auraient participé à l'union nationale avec Macron se seraient gravement compromis, au point qu'un grand nombre de travailleurs et militants se détourneraient de tous ses partis, et certains d'entre eux chercheraient à se regrouper sur la base d'une politique juste, ce qui logiquement devrait les amener à renouer avec le socialisme ou à l'adopter, ce qui ouvrirait la voie à la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines et modifierait à terme du même coup les rapports entre les classes en notre faveur cette fois.

Cela pourrait se réaliser très rapidement, et dès lors que ces milliers de travailleurs et militants ne se trouveraient plus sous l'influence des opportunistes qui étaient en grande partie à l'origine de leurs divisions. Plus aucun obstacle majeur ne les empêcherait de se rassembler dans un parti ouvrier garantissant le droit de tendance, et l'expression de la démocratie dans ses instances conformément à ses statuts librement adoptés.

---

### **Comment fonctionne la fabrication du consentement de la réaction plébiscitant un agent de l'OTAN ukronazi de gauche, Glucksmann, et un facho, Bardella.**

J-C - Pour le comprendre pas besoin de long discours, il suffit de lire quelques articles des médias-oligarques, en voici une sélection.

### **Sondage : Raphaël Glucksmann devient la personnalité de gauche la plus populaire, forte percée pour les autres leaders du Nouveau Front populaire - Public Sénat. 25 juin 2024**

<https://fr.news.yahoo.com/sondage-rapha%C3%ABl-glucksmann-devient-personnalit%C3%A9-031500518.html>

### **Le « barrage républicain » contre le RN s'effrite, la gauche principale repoussoir, selon notre baromètre Odoxa - Public Sénat. 25 juin 2024**

<https://fr.news.yahoo.com/barrage-r%C3%A9publicain-contre-rn-s-031000721.html>

---

### **Qui a dit ?**

- « *Il n'y a pas d'extrême à gauche* ».

Réponse : Lionel Jospin sur le plateau de BFMTV le 23 juin. Le Point 24 juin 2024

J-C - C'était à propos du Nouveau Front populaire qui n'est ni de gauche ni d'extrême gauche, c'est une coalition de droite puisqu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme et son Etat.

Le Point - Il a ainsi estimé que la LFI risque d'être en infériorité numérique par rapport aux autres groupes de gauche : « *70 % des candidats du Front populaire sont communistes, socialistes, Verts ou de Place publique. On peut penser que le rassemblement de députés de ces 4 formations sera plus nombreux que LFI.* » Le Point 24 juin 2024

J-C - Il prend peut-être ses désirs pour la réalité, car pour voter pour un candidat de ces partis il faudrait être amnésique ou n'avoir tiré aucun enseignement de leurs trahisons passées, remarquez bien que c'est possible ou probable, je n'en sais rien, cela vaut également pour LFI.

Toujours est-il que, si ce que Jospin avance se réalisait, cela signifierait que les dirigeants de LFI ont sabordé leur organisation au profit des autres formations du Front populaire encore plus à droite, dont la principale fonction est de servir de rempart au régime, et non pas contre l'extrême droite, mais plutôt contre la révolution socialiste ou un soulèvement révolutionnaire des masses.

### **En famille. Ils rassurent ceux dont ils représentent les intérêts.**

**Les représentants des principaux partis dans la course aux législatives présentent, jeudi 20 juin, leur programme devant les organisations patronales, Eric Coquerel et Boris Vallaud pour le Nouveau Front populaire. francetvinfo.fr 20 juin 2024**

J-C - C'est un classique qui a lieu lors de chaque élection, tous se plient à ce rituel consistant à faire allégeance au capitalisme.

Alors, qu'est-ce que ces partis ou coalitions parlant en notre nom, qui auraient des comptes à rendre au patronat, aux capitalistes, à croire qu'ils leur auraient confié un mandat, non ? Cela n'est-il pas suffisant pour comprendre qu'ils représentent leurs intérêts et non ceux des travailleurs ?

Gageons qu'ils auront la même attitude de larbins serviles pour rassurer la Commission européenne, qui a ouvert la voie à des procédures pour déficits publics excessifs contre la France, le FMI, la Banque Mondiale, les agences de notations, d'ailleurs l'annulation de la dette de la France ne figure pas au programme du NFP.

---

### **En famille. Si de Villepin vote Nouveau front populaire, c'est qu'il a de bonnes raisons de le faire.**

**Législatives 2024 : pour Dominique de Villepin, la priorité est de « lutter contre le RN » - Le HuffPost 20 juin 2024**

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a déclaré ce mercredi 19 juin dans l'émission 24h Pujadas sur LCI qu'il ne voterait pas pour le Rassemblement national aux législatives, apportant un soutien implicite au Nouveau front populaire formé par la gauche. (J-C - Voilà qui mettra sans doute les uns et les autres d'accord, on en rigole d'avance.)

Il s'inquiète d'une potentielle victoire du parti d'extrême droite et de son arrivée au pouvoir qui serait un « *risque* » pour les institutions notamment. (J-C - Il a donc inutilement les mêmes préoccupations que les composantes du Nouveau front populaire, bravo ! J'ai précisé inutilement, car nous ne prendrions jamais la défense des institutions de la Ve République.)

Le journaliste David Pujadas l'invite alors à préciser sa pensée : votera-t-il Nouveau front populaire si le candidat de l'alliance de gauche est face à celui du RN ? Dominique de Villepin acquiesce tout en déclarant : « *Je considère que la priorité doit être donnée à la lutte contre le Rassemblement national. Le Rassemblement national constitue aujourd'hui la véritable menace pour notre pays.* ». (J-C - En 2002 ils avaient tous appelé à voter Chirac au second tour, alors que Le Pen n'avait aucune chance de l'emporter, histoire de montrer déjà à l'époque qu'ils demeuraient fidèles au régime en place. En 2012, en 2017 et 2022 aussi, tous appelèrent à voter Macron au second tour. Mais dites donc c'est une constante chez eux, oui, enraciné depuis toujours en fait, c'est leur véritable nature qui n'a rien de gauche, encore moins de révolutionnaire.)

Celui qui a également été ministre des Affaires étrangères ajoute que « *la force centrale* » représentée par le parti de la majorité Renaissance est « *celle qui est susceptible d'apporter les*

*réponses* ». Mais « *elle souffre d'un immense handicap qui est le fait qu'Emmanuel Macron a abusé des pouvoirs qui étaient les siens et a montré une surdité sans égal* », tacle-t-il.

« *Il s'est convaincu que sa légitimité était pleine et entière, sans se rendre compte qu'au second tour [de la présidentielle en 2022, NDLR], des gens ont voté pour lui sans vouloir lui donner un chèque en blanc* », continue-t-il.

Dominique de Villepin ajoute que l'« *incapacité au compromis* » d'Emmanuel Macron « *a conduit là où nous en sommes aujourd'hui* ». Il estime que la dissolution annoncée par le chef de l'État est une « *faute* », et pense d'ailleurs que ce serait un « *miracle* » si la majorité remportait ces élections. Le HuffPost 20 juin 2024 (J-C – Par endroits de Villepin semble vivre sur une autre planète !)

---

### **L'art de se discréditer ou la démagogie appliquée.**

Comment comprendre autrement, qu'un parti consacre un communiqué à expliquer que le Nouveau Front populaire ne peut pas représenter les intérêts des travailleurs, pour finalement appeler à voter pour ses candidats au premier comme au second tour des législatives ?

### **Dans le communiqué du Parti des travailleurs publié le 18 juin 2024**

- De manière plus générale, au premier tour et au second tour, les travailleurs et la population unis se rassembleront sur le mot d'ordre : « *Pas une voix pour les candidats de l'extrême droite et ses alliés de droite et du camp macroniste, ils doivent être battus !* », on doit donc en conclure que c'est la position ou le mot d'ordre du Parti des travailleurs que je ne partage pas, parce qu'il est suicidaire ou consiste malgré tout à colporter des illusions dans des partis qui n'ont eu de cesse de trahir les intérêts des travailleurs, de soutenir les institutions de la Ve République, et par conséquent interdire aux travailleurs de trouver une issue politique rompant avec le capitalisme et ses institutions.

Un tel opportunisme ne peut qu'interpeller les militants et les travailleurs les plus conscients qui seraient prêts à se rassembler dans un parti ouvrier, mais qui s'y refuseront sur la base des positions adoptées par le PT, car cela reviendrait à se compromettre gravement, définitivement. On ne peut pas inspirer confiance aux militants et aux travailleurs en recourant à un tel procédé, en leur tenant constamment un double langage.

---

### **Mes commentaires publiés dans plusieurs blogs**

- Je viens de lire les deux articles suivants qui résument ce qu'est le Front populaire, et ces exploits, l'essentiel y est à quelques lacunes près, peu importe, c'est révélateur ou instructif pour les plus jeunes.

Quel militant, censé honnête, qui plus est parmi les plus âgés, qui ignoreraient la nature contrerévolutionnaire du Front populaire, comment il s'est employé chaque fois à gouverner pour le compte des capitalistes avant de remettre le pouvoir à la réaction, alors que rien ne l'y obligeait, révélant à cette occasion les intérêts de quelle classe il représentait ?

Les faits sont si nombreux et accablants, d'une telle gravité, qu'on a du mal à comprendre comment il s'en trouve pour encore oser le défendre, quelles sont leur véritable intention. Ne serait-ce pas cela qui devrait nous préoccuper, parce que le Front Populaire fut une épouvantable escroquerie politique sciemment planifiée, et non un accident de parcours ou une erreur, répétés si souvent on ne peut pas invoquer le hasard ou une coïncidence. Ce qui est le plus désolant, c'est d'en être encore à se poser ces questions un siècle plus tard, comme si on ignorait les réponses.

### **Le Parti socialiste entre défaites et trahisons - 18 juin 2024**

<https://www.vududroit.com/2024/06/le-parti-socialiste-entre-defaites-et-trahisons/>

### **L'union de la gauche et ses désastres - 23 juin 2024**

<https://www.vududroit.com/2024/06/lunion-de-la-gauche-et-ses-desastres/>

---

- Excellent rappel. Comme le souligne un lecteur le PS (SFIO) fut marxiste et cessa de l'être, le PC fut communiste (admettons-le!), il cessa de l'être, pour affronter le capital, le renverser la classe ouvrière a besoin d'un parti qui soit marxiste et communiste, alors notre tâche prioritaire ne serait-elle pas de le construire ?

---

- Un lecteur LGS dans un autre article.

- Mais, comme je le disais plus tôt, on y trouve aussi Poutou. Pourquoi un anticapitaliste acharné tel que lui se rangerait dans le même camp qu'un ami de la finance ? Parce qu'il a compris une chose que peut-être vous n'avez pas réalisée.

Cela ne serait-il pas plutôt par hasard, parce que le NPA colportant toutes les mystifications de Davos et flirtant avec des think tanks du PS serait aussi "un ami de la finance" ?

L'antifascisme (et anti tout ce qu'on voudra) qui ne rompt pas avec le capitalisme et ses institutions est une escroquerie politique.

---

- ...l'antifascisme n'est pas une injure. C'est la base même du Front Populaire, le vrai, celui de 1936. Le Front Populaire est une union des forces de gauche pour barrer la route au fascisme, qui menaçait alors de renverser la République.

Même réponse, le Front Populaire a été conçu, non pas "*pour barrer la route au fascisme*"... mais au socialisme.

Dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs (PT) :

- Les dirigeants de la « *gauche* » qui appellent à combattre l'extrême droite devraient, s'ils veulent réellement en écarter la menace, tirer les leçons du passé. Durant les quarante-trois dernières années, la Ve République a été présidée pendant dix-neuf ans par un président « socialiste » et

dirigée cinq ans de plus par un gouvernement de « *gauche* » cohabitant avec un président de droite. Vingt-quatre années durant lesquelles des ministres communistes, socialistes, Verts ou futurs insoumis ont obstinément refusé de s'engager sur la voie d'une véritable rupture avec la Ve République et le capitalisme. Fin.

D. Gluckstein aurait pu ajouter tous les gouvernements dits de gauche sous la IIIe et la IVe République, car tous œuvrèrent avec application au maintien du régime capitalisme.

Ce constat, chacun le connaît mais feint de l'oublier, dont l'auteur (D.G.) porte également la responsabilité pour avoir appelé à voter Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle en 1981, et qui a fait croire qu'une majorité de députés PS et PCF allait ouvrir une crise révolutionnaire, qui évidemment n'aurait jamais lieu, parce que justement l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF révélait exactement l'inverse, à savoir que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier n'était pas parvenu à maturité, puisqu'ils n'étaient pas parvenus à rompre leurs illusions dans ces partis, ce qui à son tour signifiaient qu'ils demeuraient totalement subordonnés au capitalisme, dans ces conditions aucune rupture avec le régime n'était envisageable à court terme, vous connaissez la suite qui le confirma.

Cela ne devait (ne devrait) pas nous empêcher de situer notre combat politique dans la perspective de la révolution socialiste, encore fallait-il préciser qu'elle n'emprunterait pas forcément le même chemin qu'en Russie en 1917 ou en Chine en 1949, à Cuba en 1959, et préciser pourquoi et lequel, ce que nos dirigeants furent incapables de définir pour les raisons qu'on peut deviner.

Si ce scénario a pu fonctionner en 1917 en Russie, donc en 1981 dans un contexte totalement différent, en France un demi-siècle plus tard les conditions d'existence des masses allaient constituer un obstacle infranchissable, et en 2024, soit maintenant plus d'un siècle plus tard, si vous comptez sur les mêmes facteurs objectifs pour renverser le régime en place, vous vous faites de graves illusions, parce que les mêmes acteurs (et facteurs) sont absents ou encore plus corrompus qu'en 1981. Que faire ? Ce pourrait être davantage des facteurs politiques correspondant à des aspirations démocratiques très dégradées, qui pourraient devenir les éléments hautement inflammables susceptibles d'embraser le régime, faudrait-il encore qu'elles deviennent une priorité pour les masses, et qu'un parti ouvrier s'en empare et conquiert la direction des masses pour les guider jusqu'à la victoire finale, or, on n'en prend pas le chemin malheureusement...

Pour parvenir à concevoir notre émancipation au bout d'une aventure entamée il y a des millions d'années, il a fallu sans cesse se frotter aux dures réalités de la nature, faire usage de la liberté dont nous disposons, sinon nous n'aurions pas pu progresser. Cette liberté fut notre oxygène, qu'on nous en prive et la civilisation humaine n'y survivrait pas. Or, c'est justement l'intention de ceux qui détiennent aujourd'hui tous les pouvoirs. Leur retirer, conquérir le pouvoir politique, c'est l'unique moyen de pouvoir renverser l'ordre social liberticide qui nous asphyxie littéralement. Vive le socialisme, vive la liberté !

---

- On peut reprocher beaucoup de choses au PCF : son autoritarisme, son stalinisme, sa bureaucratie, son sectarisme, ses trahisons, ses discours cocardiers, mais sur ce point, il n'avait jusqu'alors pas transigé.

Bref, on peut tout lui reprocher, peu importe, voilà un remarquable exercice de démagogie et d'autoblanchiment. Où va se nicher l'opportunisme.

- Ruffin et Autain incarnent l'aile la plus droitière de LFI avec Coquerel qui ne s'en cache pas.

Ce que les ex-cadres ou dirigeants trotskystes lambertistes (OCI-POI-PT) ont reproché à leurs dirigeants, ils se sont empressés de les imiter par la suite, c'est un ex-militant de ce courant politique qui parle. Ce que j'ai constaté après avoir rompu avec ce courant politique depuis longtemps, c'est qu'aucun ne s'était livré à une analyse politique sérieuse pour déterminer l'origine de la dérive ou la faillite politique de ses dirigeants, parce qu'ils s'étaient eux-mêmes compromis et ils refusaient de l'admettre, contrairement à moi qui l'ait reconnu publiquement, mais il faut dire que je n'avais rien à perdre à dire la vérité et je n'avais plus aucune responsabilité politique depuis des décennies.

Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que lorsqu'ils démissionnent de leur parti ou ils en sont virés manu militari, généralement ils ne partent pas seuls s'ils rejoignent un autre parti ou ils en créent un autre, ils emmènent leur cour avec eux, leurs admirateurs qui n'ont pas un niveau théorique suffisant pour cerner leurs contradictions... Quand ils rejoignent un autre parti, ils doivent se fondre dedans, faire allégeance à ses dirigeants s'ils veulent obtenir des mandats électifs, et s'ils constituent un courant, il doit être loyal envers la direction du moment, si maintenant ils optent pour un fonctionnement fractionnel, ils seront vulnérables et à tout moment ils seront expulsables sans que personne n'accourt pour les sauver ou les regrette.

Il faut bien comprendre que chacun des dirigeants de ces partis ont parfaitement conscience qu'ils se sont tous compromis gravement un jour ou l'autre, qu'ils mentent tous, qu'ils sont tous hypocrites, etc. et qu'à tout moment on peut leur reprocher, d'où un consensus entre les dirigeants de tous les courants qui partagent les mêmes intérêts matériels sonnante et trébuchant, leur seul raison d'être, comme un capitaliste ou un banquier.

Adrien Quatennens s'est excusé, de quoi, du procès d'intention qu'on lui attendait, de son manque de personnalité, de sa lâcheté, de n'être pas parfait ? C'est un pauvre type qui ne valait pas la peine qu'on le défende, et si j'ai refusé d'hurler avec la meute des chiens enragés qui voulaient sa peau, j'ai notamment expliqué que les femmes avaient le don sournois de pousser à bout les hommes et d'instrumentaliser leur faiblesse psychologique pour les faire passer pour des monstres, alors que ce sont elles qui se comportent de la sorte avec une extrême violence, invisible, c'est pratique, leur culpabilité ne sera jamais établie, pour autant qu'on les juge, ce dont je me passerai bien, c'était juste histoire de remettre les choses à leurs places, car seul le régime et les conditions qu'ils imposent aux femmes et aux hommes méritent de l'être.

---

- Je partage le commentaire d'Hassinus suite à l'article "*La France dans le train de la mort du RN*".

Vous dites : Les composantes du CNR à la sortie de la guerre étaient on ne peut plus opposées idéologiquement et ça ne les a pas empêchées de faire œuvre commune.

On pouvait difficilement imaginer pire collaboration de classes incluant des monarchistes, un jour je m'en suis entretenu avec monsieur Meyssan qui le défendait, il me répondit qu'il l'assumait pleinement, or à ma connaissance c'est un anticommuniste.

Laquelle ? Liquider le mouvement révolutionnaire armé apparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, remettre le pouvoir à de Gaulle, que le mot d'ordre contrerévolutionnaire Un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez) incarna à merveille.

Le programme du CNR s'inscrivait dans la continuité de celui de Front populaire, il eut pour unique objectif la reconstruction du capitalisme français, de l'Etat français.

La question qu'on n'ose pas poser de crainte de la réponse, semble-t-il, serait de savoir quelles sont les véritables intentions des uns et des autres, leurs réels objectifs politiques, cela vaut pour tous les acteurs ou partis politiques qui s'expriment en notre nom, correspondent-ils aux intérêts fondamentaux des exploités incompatibles avec la survie du capitalisme et ses institutions, au socialisme, je n'en ai pas du tout l'impression,

Tout a été fait pour que les travailleurs et les militants abandonnent toute perspective d'émancipation, tout espoir d'un changement de régime économique et politique, dès lors s'accommoder du capitalisme est devenu la norme du mouvement ouvrier, et gare à ceux qui oseraient la défier au nom du socialisme, ils seront traités de renégats... par ses fossoyeurs.

On vit dans une société où l'imposture et l'inversion accusatoire, l'abus de pouvoir et de confiance sont devenus la règle, mais rien n'empêche de ne pas l'appliquer et d'adopter le marxisme, même s'il est impopulaire, car depuis quand les ignorants dicteraient notre orientation politique, vaut mieux encore être à contrecourant des masses que de les accompagner à l'abattoir. C'est à se demander si combattre sous le drapeau du socialisme est encore autorisé, s'il ne faudrait pas s'en excuser ou le mettre en berne, il y a plus d'un siècle on entendit le même discours à l'unisson de la réaction, rien n'a changé.

---

- « *il est crucial de combattre les falsifications, les mensonges...* »

Assurément, y compris ceux de Mélenchon et ses semblables. Comme vous y allez, pas du tout, cette opération médiatique sert justement hypocritement à les faire oublier, on n'est pas dupe, car personne ne croit vraiment que Mélenchon serait antisémite. L'essentiel est ailleurs.

On pourrait ressortir ses déclarations nostalgiques de la "grandeur de la France" ou celles dans lesquelles il déclarait sa flamme à l'armée française, dans les deux cas au service de l'empire colonial, de l'impérialisme français, qui comme chacun sait n'a jamais rien eu à voir avec le développement du racisme dans ce pays. Entre "la France aux Français" et "produisons français", vous voyez une différence ?

---

- "*L'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre*" - Mitterrand, Alger 1954

Il serait plutôt anticommuniste, depuis quand, sans doute depuis toujours, c'est la raison pour laquelle lorsqu'il quitta l'OCI ce fut pour rejoindre la social-démocratie dégénérée, afin d'appliquer son idéologie qui depuis ne l'a jamais réellement quitté, ce que plus tard l'adhésion du POI à LFI a confirmé, les trotskystes lambertistes étant des crypto-social-démocrates. En fait, cet admirateur de Mitterrand ne rompra jamais avec la social-démocratie. Après avoir fait l'essentiel de sa carrière au PS, il deviendra secrétaire d'Etat du gouvernement Jospin sous Chirac, le champion des privatisations sous la Ve République. Une fois atteint ce degré de collaboration de classes, de décomposition politique ou de compromission partagée par le PS, il pourra le quitter sans toutefois jamais caractériser la nature sociale du PS histoire de conserver un lien avec lui. Il le confirmera à sa manière le 7 décembre 2011 en allant jusqu'à qualifier Hollande d'homme "de gauche". Il

récidivera en 2024 en servant sur un plateau 175 circonscriptions au PS laminé lors de toutes les élections précédentes, cerise sur le gâteau avec l'investiture de Hollande par le Nouveau Front populaire, bref, liste loin d'être exhaustive de son engagement politique constant au service du régime en place.

On se demandera aussi, comment se fait-il qu'il faille encore revenir sur tous ces partis et acteurs politiques, dont nous sommes censés connaître par cœur l'histoire épouvantable, entre gens honnêtes j'entends, mais ce ne sont pas eux qu'on écoute malheureusement ou qui ont pignon sur rue...

Cela nous fait penser aux nostalgiques d'un passé qu'ils n'ont jamais vécu ou dont ils n'ont jamais eu à souffrir... Comment les reconnaît-on ? C'est facile, ce sont les premiers qui vous appellent à la patience, qui vous expliquent qu'un changement (révolutionnaire) de régime économique ou politique est inenvisageable, ils craignent autant une révolution que la guerre, il faut ménager la Bourse et les banquiers, le patronat, la Commission européenne, le FMI et les agences de notation, etc. bref, comme en 36, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1981, toujours quoi !

---

@ RV

- A vous lire on peut penser que vous auriez conchié le CNR au nom d'une pureté révolutionnaire.

Ne seriez-vous pas en quelque sorte une réincarnation de la figure du commissaire du peuple ?

Si c'est au commissaire du peuple version léniniste que vous pensiez, vous avez tout à fait raison, bravo ! Je l'assume, je mérite d'être caractérisé de gauchiste, par qui, inutile de le préciser tout le monde l'aura compris.

J'avais rédigé une réponse plus longue, mais je renonce à la publier ici, ce sera dans mon blog, je ne tiens pas à monopoliser les commentaires.

---

- La dette de la France, c'est la dette des oligarques, des banquiers, des capitalistes du CAC40, un gouvernement au service des travailleurs devrait refuser de l'honorer, tout simplement, bref remettre les compteurs à zéro...

Rompre aussi avec l'UE et la BCE, ne gardez l'euro que pour certaines transactions internationales si nécessaire, opter pour un règlement avec une monnaie locale (franc ou autre) comme le pratique certains pays des Brics par exemple.

---

- L'ascension de l'extrême droite témoigne en premier lieu de la faillite politique ou de la trahison des partis qui composent le Nouveau Front populaire, tout comme l'abstention massive des travailleurs lors de chaque élection. L'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction, mille fois hélas !

Le FN-RN ou l'extrême droite est comme Al-Qaïda une créature de l'oligarchie financière depuis le début du XXe siècle, dommage qu'elle n'apparaisse pas dans cet article.

C'est bien d'être antifasciste, anti-RN, anti-extrême droite, antiraciste, anti-impérialiste, anti tout ce qu'on voudra, mais si le moment venu, je précise bien, on n'est pas avant tout anticapitaliste et ses institutions, cela ne vaut guère mieux que les pacifistes en temps de paix et va-t-en-guerre dès qu'elle est déclarée.

---

- Les faits, rien que les faits, on entend bien s'y tenir strictement, mais ce n'est pas le cas des auteurs de cette contribution politique. Tout dépend de l'objectif politique qu'on se fixe, s'accommoder du régime en place ou préparer les conditions politiques pour le renverser.

Pourquoi ne pas appeler à "*une mobilisation immédiate*, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme" ? Parce que ce mot d'ordre n'a jamais été à l'ordre du jour du Front populaire en 1936, il n'était pas d'actualité, gauchiste, trop révolutionnaire, entendez marxiste ou léniniste, il ne le sera pas davantage en 2024.

Dans cet article ne figure pas non plus la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, or c'est bien la crise du capitalisme et ses institutions qui est à l'origine de la situation sociale et politique actuelle. Tout le monde sait ou devrait savoir, comme en 1936, que c'est cette tâche politique que le prolétariat doit accomplir, elle conditionne la satisfaction de ses besoins sociaux et de ses aspirations démocratiques, tout le reste est du baratin.

---

- Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme. Trotsky 1935

---

- Ne parvenant plus à poster un nouveau commentaire après l'article précédent, je le fais ici.

J'ai partagé le commentaire d'un lecteur peut-être un trop vite.

Assange était décrit comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres. Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé *La Cause du Peuple* en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de conneries, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de ce commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

---

### **Palestine occupée.**

*«L'armée israélienne est l'une des armées les plus criminelles au monde !»* selon la Commission d'enquête de l'ONU

<https://reseauinternational.net/larmee-israelienne-est-lune-des-armees-les-plus-criminelles-au-monde-selon-la-commission-denquete-de-lonu/>

---

### **Santé.**

**La France agent des assassins de Big Pharma en Afrique.**

**Macron, l'UE, l'Union africaine livrent les Africains au criminel Bill Gates (Gavi)**

L'épisode covid devait servir de prétexte à une offensive mondiale de l'oligarchie financière contre la santé de la population mondiale.

La nouvelle forme du colonialisme sera plus sournoise et cruelle encore, plus envahissante et radicale en affaiblissant l'immunité naturelle des Africains pour le compte de l'oligarchie financière par le biais de ses trusts pharmaceutiques mafieux.

L'Afrique a été relativement épargnée par la mystification hygiéniste au coronavirus entre 2020 et 2023, elle a compté un nombre de décès insignifiant sans que la population ne soit vaccinée, contrairement aux populations occidentales qui ont enregistré une surmortalité à partir de 2021, date à partir de laquelle elles servirent de cobayes aux injections géniques expérimentales à ARN messenger.

**Paris accueille un sommet mondial pour accélérer la fabrication de vaccins en Afrique - RFI 20 juin 2024**

Paris reçoit ce jeudi le Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales. Organisé à l'initiative de Gavi (l'Alliance des vaccins), de l'Union africaine et de la France - au nom de l'Europe - il doit réunir au siège du ministère des Affaires étrangères des représentants des États africains, des donateurs, de l'industrie pharmaceutique, de la société civile et des organisations internationales. Les présidents du Sénégal, du Ghana, du Rwanda, du Botswana font le déplacement.

L'objectif est de permettre à l'Afrique de disposer de plus de vaccins et plus vite, quitte à ce qu'elle en produise davantage sur son sol.

Mais il s'agit d'abord pour l'Alliance des vaccins (Gavi) de rassembler des fonds pour les cinq années qui viennent. Cette alliance d'États, d'industriels, d'organisations internationales et de fondations, a permis grâce à son pouvoir de négociation avec les fabricants d'éviter 17 millions de

morts en vingt ans, en aidant les États africains à vacciner à prix abordable un milliard d'enfants, contre la rougeole, le pneumocoque, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche ou la poliomyélite. Désormais, Gavi souhaite en vacciner un milliard de plus en deux fois moins de temps et déployer les nouveaux vaccins qui ont été développés contre le paludisme, ou le cancer du col de l'utérus, principale cause de mortalité chez les femmes en Afrique désormais. Tout en reconstituant ses réserves de vaccins contre la fièvre jaune, le choléra ou Ebola.

Ce forum pour la souveraineté vaccinale doit aussi donner naissance à un nouvel instrument financier, l'Accélérateur africain de fabrication de vaccins (Avma), pour encourager le développement d'une industrie sur le continent. Car pour l'heure, l'Afrique importe plus de 98% des vaccins dont elle a besoin. La pandémie de Covid, au cours de laquelle l'Afrique avait été servie en dernier, avait servi de révélateur. Les projets avancent, mais pas assez vite. La récente pénurie de vaccins contre le choléra l'a cruellement démontré.

L'Afrique ne produit qu'1 à 2% des vaccins dont elle a besoin. Et les projets lancés au lendemain de la crise du coronavirus n'ont pas encore vu le jour. Au Kenya, l'Américain Moderna a tout bonnement renoncé à son projet de vaccin anti-Covid-19. Les autorités de Nairobi espèrent monter une usine de remplissage de vaccin tuberculose - polio - varicelle d'ici cinq ans.

Au Rwanda, pas de date de production prévue, mais la firme allemande BioNtech a fait venir des conteneurs où sa technologie ARN messenger devrait permettre de fabriquer un vaccin anti Covid-19, mais aussi contre le paludisme et la tuberculose à l'avenir. Au Sénégal, l'institut Pasteur de Dakar relance sa production de vaccins contre la fièvre jaune, 40 millions de doses visées fin 2024, avec la technologie de culture cellulaire traditionnelle.

Une nouvelle usine devrait fabriquer des vaccins contre la rougeole. Enfin, l'Afrique du Sud, faute de montée en puissance de son hub sur l'ARN messenger, et en attendant les transferts de technologie du seul fabricant coréen de vaccin anti-choléra, devrait voir se concrétiser dans les deux à trois ans une usine de son champion, Aspen. Ce sera, étape beaucoup plus rapide à mettre en œuvre, de la mise en flacon de sérum fabriqué en Inde.

Le Sénégal se voit comme un candidat naturel à la fabrication de vaccins, car depuis les années 60, l'Institut Pasteur sait produire les sérums contre la fièvre jaune au standard de l'OMS. Il en fabrique jusqu'à huit millions de doses par an, rapporte notre correspondante sur place, Léa-Lisa Westerhoff.

Dakar s'appuie sur cette expertise pour plaider pour son grand projet de vaccinopole en banlieue de Dakar. Les murs sont là et les laboratoires aussi avance une source de l'Institut Pasteur, mais aucune date encore pour le début de la production à grande échelle.

Dans un premier temps, l'idée est de produire jusqu'à 40 millions de doses de fièvre jaune par an, mais dès 2026, le Cepi, une initiative pour accélérer l'accès aux vaccins pour tous, a sélectionné le Sénégal et l'Afrique du Sud pour fabriquer des vaccins contre les épidémies et pas seulement le Covid.

Au forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinale, le Sénégal compte donc plaider pour l'obtention de fonds et notamment bénéficier de l'Accélérateur de la production des vaccins en Afrique (Avma), ce mécanisme financier pour aider à fabriquer des vaccins en Afrique qui devrait être lancé ce jeudi. L'objectif est aussi de trouver des partenaires industriels pour apporter leur expertise en matière de fabrication à grande échelle.

J-C – On a envie de dire paradoxalement : Heureusement que les Africains sont trop pauvres pour se faire vacciner avec leurs saloperies, idem en Inde où je vis, se soigner est un luxe qui passe en dernier, hélas, mais quand on est pauvre, on n'a pas le choix.

---

## **Niger.**

### **Niger : Niamey retire à la société française Orano, ex-Areva, un important gisement d'uranium - 20minutes.fr 25 juin 2024**

Le gouvernement en place en Niamey a confirmé lundi soir le « *retour dans le domaine public de l'Etat* » de l'important gisement d'uranium d'Imouraren dont le permis d'exploitation a été retiré la semaine passée à la compagnie française Orano (ex-Areva).

Cette déclaration intervient après l'adoption en Conseil des ministres d'un « *projet de décret portant retrait du permis d'exploitation de l'uranium à la société Imouraren SA* », une filiale d'Orano. Jeudi, la société française avait annoncé « *prendre acte* » de la décision du Niger, mais les autorités n'avaient pas communiqué sur le sujet.

Imouraren, dans le nord du Niger, est l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, avec des réserves estimées à 200.000 tonnes. La chute des prix de l'uranium sur le marché mondial, après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon en 2011, avait gelé les opérations d'Orano. Le 12 juin dernier, l'entreprise avait par contre annoncé le lancement récent de « *travaux préparatoires* ».

« *Nonobstant les reports accordés à sa demande* », la société française « *n'a jamais honoré ses engagements* » malgré deux « *misés en demeure* » qui lui ont été « *adressées par le ministère des Mines le 11 février 2022 puis le 19 mars 2024* », a détaillé le gouvernement pour justifier sa décision de retirer le permis.

Le régime militaire au pouvoir à Niamey depuis un coup d'Etat en juillet 2023 – qui a fait de la souveraineté une de ses priorités – a plusieurs fois répété qu'il souhaitait revoir en profondeur le système d'exploitation des matières premières sur son sol par des compagnies étrangères.

Le Niger fournit 4,7 % de la production mondiale d'uranium naturel, loin derrière le Kazakhstan (45,2 %), selon des chiffres de 2021 de l'agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA). Environ un quart de l'approvisionnement en uranium naturel des centrales nucléaires européennes en 2022 provenait du Niger, le 2e pays derrière le Kazakhstan et devant le Canada. 20minutes.fr 25 juin 2024

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

## **Le 29 juin 2024**

Plein de bonnes nouvelles aujourd'hui, et ce n'est peut-être pas fini, qui sait ?

Le troisième tour pourrait se dérouler dans la rue, sur les barricades ou il n'aura pas lieu.

**- Législatives 2024 : le nombre de procurations atteint les deux millions, un record - FranceInfo 28 juin 2024**

**- Législatives 2024 : vers une mobilisation inédite des électeurs ? - FranceInfo 29 juin 2024**

Leur instrumentalisation de dernières minutes concerne les votes par procuration, qui s'élèveraient à deux millions. Un record, normal, selon les médias mainstream qui y voient un regain d'intérêt des Français pour ces élections législatives, motivés par leur enjeu politique, leur crainte de voir accéder au pouvoir « *les extrêmes* ». Vraiment ? En réalité, le premier tour aura lieu le dimanche du premier week-end de juillet, quand des millions de Français seront partis en vacances, d'où leur recours exceptionnel à cette procédure.

Peu importe, il n'en aura pas fallu davantage pour qu'ils tablent sur une hausse de la participation, un scénario qu'aurait prévu le despote de l'Élysée en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, voyez-vous cela, le malin aurait tout prévu. Biden aussi, on en rigole d'avance ! (lire plus loin)

---

## **Tribune libre.**

### **La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)**

L'éditorial par Daniel Gluckstein

### **Ingouvernabilité, guerre civile, coup d'État, révolution...**

### **Où va la France ?**

La crise de la Ve République s'aggrave de jour en jour. Nul ne peut en comprendre les ressorts s'il ne part pas des forces sociales en présence et de leur confrontation.

La clef de voûte de la Ve République, c'est le président de la République. Le rejet de Macron, tel qu'il s'est exprimé le 9 juin, fut si massif qu'il a impacté le régime lui-même. Or la Ve République, c'est l'enveloppe institutionnelle de l'État. Qu'est-ce que l'État ? L'instrument de l'oppression d'une classe sociale par une autre classe sociale, indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Sans disposer de l'État, une poignée de multimilliardaires qui contrôlent les moyens de production ne pourraient exploiter la force de travail de l'immense majorité. À travers les

institutions, c'est aujourd'hui l'État qui est en cause et, à travers lui, le régime de la propriété privée des moyens de production.

Les institutions de la Ve République n'ont pas la souplesse d'un régime parlementaire dans lequel les alliances et les combinaisons peuvent varier autant que nécessaire pour préserver le régime lui-même. Sous la Ve République, le mode d'élection basé sur le scrutin de circonscription uninominal à deux tours rend difficile la constitution d'alliances après élection. Le principe en est plutôt que des coalitions constituées avant le vote cherchent à gagner une majorité de sièges pour former le gouvernement. Aujourd'hui, à quelques jours du premier tour, l'hypothèse d'un seul bloc disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale n'est pas la plus probable. À quoi s'ajoutent les problèmes soulevés par une éventuelle cohabitation. Au point que le pronostic d'« *ingouvernabilité* » après le 7 juillet revient de plus en plus fréquemment dans les médias.

Nos adversaires, qui savent que ce n'est pas la première fois que nous évoquons l'agonie de la Ve République, ironiseront peut-être : « *Ah, bon, à l'agonie depuis si longtemps ?* » Oui. Cette agonie se prolonge du fait de l'incapacité des deux classes sociales en présence à conclure de manière définitive. La classe capitaliste, parce qu'en dépit des coups qu'elle a portés ne parvient pas à démanteler jusqu'au bout les droits et garanties arrachés par le combat ouvrier depuis près d'un siècle (notamment dans les grands mouvements de classe en 1936, 1945, 1953, 1955, 1968...). La classe ouvrière, parce qu'en dépit de mobilisations par millions a été et est confrontée à des directions qui, quand vient l'heure d'organiser la confrontation, par exemple par l'appel à la grève générale, choisissent de se dérober. On l'a vu récemment dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

En se prolongeant, l'agonie du régime pousse à une décomposition générale, institutionnelle, politique, sociale. Ce régime est à ce point discrédité qu'il ne peut, en se maintenant sous sa forme actuelle, qu'aggraver le rejet et ouvrir la voie à un effondrement total. Mais c'est un fait qu'à ce stade aucune force sociale n'est en mesure d'imposer une solution alternative, que seule pourrait dégager soit une force résolument orientée vers le coup d'État militaire, le totalitarisme et/ou l'extension de la guerre (ce dont Macron a ouvertement menacé le pays en évoquant le 24 juin le spectre de la « *guerre civile* ») ; soit la classe ouvrière s'orientant vers l'issue révolutionnaire pour prendre le pouvoir entre ses mains.

Que peut-il alors advenir ?

Pour répondre à cette question, il faut, répétons-le, partir de la situation des deux classes sociales fondamentales en présence : la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Comme toutes les bourgeoisies, la bourgeoisie française déteste et craint par-dessus tout la déstabilisation. Elle a besoin de stabilité pour faire tourner ses affaires. La zone de turbulence dans laquelle le pays est entré est source d'inquiétude. La pression exercée par les agences de notation – c'est-à-dire le capital financier des États-Unis – et par l'Union européenne et le FMI, tout cela va dans le même sens : la bourgeoisie est sommée de faire des progrès de productivité. Elle doit par conséquent être capable d'aller plus loin dans la remise en cause des droits ouvriers, responsables, à ses yeux, d'un « *coût du travail* » exorbitant.

Quel que soit le résultat sorti des urnes le 7 juillet, la classe capitaliste a besoin de garanties solides concernant la préservation de ses intérêts par un futur gouvernement. Dans la situation actuelle, ces garanties se concentrent sur deux questions clefs.

La première concerne la préservation des institutions. Les « *trois grands blocs* » s'y engagent : celui constitué par les macronistes, la droite et le centre bien sûr ; mais aussi le Rassemblement national (RN) ; c'est le cas également du Nouveau Front populaire (NFP), qui renvoie à un futur indéterminé l'objectif pour le moins vague d'« *abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions* » et de passer « *à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante* ». De manière immédiate, en cas de victoire électorale, tous s'engagent à cohabiter avec Macron. En application de la Constitution de la Ve République, une fois l'élection passée, Macron nommera donc le Premier ministre (article 8), présidera le Conseil des ministres (article 9), promulguera (ou non) les lois votées par le Parlement (article 10), signera (ou non) les ordonnances et les décrets (article 13). Comme « *chef des Armées* » (article 15), c'est lui qui aura le pouvoir d'engager (ou non) la France dans des conflits. Il conservera la prérogative de négocier et ratifier les traités internationaux (article 52). Et surtout, il disposera avec l'article 16 de la possibilité d'instaurer l'état d'urgence qui suspend les libertés et concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Question : rompre avec la politique des gouvernements précédents, est-ce possible en gardant Macron avec tous les pouvoirs de censure et de verrouillage que lui confère la Constitution ?

La seconde, c'est le consensus sur la politique de guerre. La guerre impérialiste en cours forme un tout. En Europe, elle exige l'armement et le surarmement de l'Ukraine, alimentant le bain de sang qui fauche des milliers de vies des deux côtés du front. Au Moyen-Orient, elle a pour fondement la négation des droits nationaux du peuple palestinien (ce qui, depuis la partition de 1947 jusqu'au génocide d'aujourd'hui, constitue une marque essentielle de l'ordre impérialiste). La poursuite de la guerre, c'est la garantie de juteux profits. Des centaines de milliards de dollars ont été investis depuis plus de deux ans dans la guerre en Ukraine par le bloc (de plus en plus intégré) formé par l'Union européenne, l'OTAN et les États-Unis ; à quoi s'ajoutent les investissements nécessaires aux préparatifs guerriers contre la Chine et l'armement du gouvernement génocidaire d'Israël. Pour toutes ces raisons, pour l'impérialisme mondial – dominé par l'impérialisme américain –, il est hors de question que la France se dégage du rôle de supplétif qui lui est assigné, sous la direction de Washington, dans le cadre de l'OTAN. S'agissant de la guerre, Bardella s'engage à tenir les engagements de la France, en Ukraine et au Moyen-Orient. Le programme du NFP prend lui aussi l'engagement de poursuivre la « livraison d'armes nécessaires à l'Ukraine » et d'inscrire sa politique moyen-orientale dans le cadre des résolutions de l'ONU...

Question : quel crédit apporter à l'engagement de « *rupture* » revendiqué par le programme du NFP dès lors que ce programme s'engage à consacrer à la guerre les centaines de milliards qui font et feront défaut aux écoles, aux hôpitaux, aux services publics de plus en plus démunis ?

Toutes les coalitions en présence s'engagent donc au respect des institutions et de l'engagement dans la guerre. Il n'en découle pas pour autant que les cercles dirigeants du capital financier sont indifférents à la composition du futur gouvernement. Face au risque d'« *ingouvernabilité* », leur préférence – ou plutôt leur moindre répugnance – pourrait se tourner vers un gouvernement d'« *arc républicain* », une majorité parlementaire allant des Républicains à la social-démocratie, comme le recommande Édouard Philippe. Encore faudrait-il que les forces soient suffisantes à l'Assemblée nationale pour former une telle majorité. Encore faudrait-il qu'elles le veuillent. Et à condition – exigeront les dirigeants capitalistes – que ce gouvernement ne renonce pas à imposer les contre-réformes contre la classe ouvrière. Or un tel gouvernement serait marqué dès sa constitution par son extrême fragilité. Il pourrait rapidement être tétanisé face à la résistance ouvrière. Au mieux donc, ce serait pour la bourgeoisie la « *moins pire* » des solutions. Mais pour combien de temps ?

À défaut, une partie des cercles dirigeants du capital financier laisse entendre qu'ils pourraient s'accommoder, au moins provisoirement, d'un gouvernement de cohabitation Macron-Bardella. Mais à condition de lui imposer leur agenda. Le RN est réticent, bien qu'il donne de plus en plus de

gages, y compris sur le respect de l'Union européenne. Il craint l'effet d'« *usure* » d'un gouvernement de cohabitation qui ferait ombrage à la possible élection de Marine Le Pen en 2027. Les cercles dirigeants du capital financier, eux – à ce stade –, voudraient éviter une confrontation brutale avec la classe ouvrière. Mais s'il n'est pas d'autre moyen, certains secteurs sont aujourd'hui prêts à en courir le risque avec un gouvernement du RN, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Qu'en est-il du NFP ? Bien qu'il porte en gros caractères le mot « *rupture* », son programme, on l'a vu, reste dans le cadre des institutions. Les dirigeants du NFP qui se portent candidats au poste de Premier ministre revendiquent de siéger dans un Conseil des ministres présidé par Macron. Les cercles dirigeants du capital financier sont pourtant réticents à une telle combinaison et ne s'y résoudront que si vraiment il n'y a pas d'autre possibilité. Leurs craintes ne portent pas sur les intentions des dirigeants du NFP, dont les partis et les dirigeants ont fait la preuve dans le passé de leur capacité à gouverner sans rompre ni avec la Ve République ni avec le capitalisme. Ce que craint la bourgeoisie, c'est la base sociale du NFP, ces millions de travailleurs et de jeunes qui, en votant pour lui, le chargent de leurs revendications et de leurs aspirations.

Que veulent les travailleurs et les jeunes ? Ils ont des revendications vitales sur le pouvoir d'achat, le logement, l'école, les hôpitaux, les conditions de travail, la Sécurité sociale. Ils veulent un pouvoir qui les satisfasse. La plupart font majoritairement confiance aux partis du NFP. Mais ces revendications, ces aspirations appellent, pour devenir réalité, une rupture dans les faits et pas seulement sur le papier. Cette exigence de rupture avec le capital financier, les institutions de l'Union européenne et la Ve République, portée par la mobilisation sociale de millions, les capitalistes la craignent. À raison !

Les dirigeants du NFP eux-mêmes oscillent entre deux attitudes : revendiquer de gouverner le pays en multipliant les preuves de leur « *sérieux* », comme l'ont fait Coquerel et Vallaud présentant leur programme au Medef afin de convaincre les patrons, faisant appel à leur « *patriotisme économique* » et leur « *bonne volonté* » ; ou s'engager tout de suite dans une compétition pour savoir qui sera Premier ministre et ainsi déchaîner la division entre dirigeants qui, pourtant, revendiquent le même programme. Faudrait-il finalement, par la division, permettre à Macron de garder les rênes du pouvoir ? Faudrait-il tout renvoyer à 2027 ? Serait-ce là notamment le calcul de Mélenchon dont l'objectif essentiel est son élection à la présidentielle dans trois ans ?

Ingouvernabilité... Le Monde évoque un coup d'État institutionnel via une manœuvre pour un troisième mandat. Europe 1 souligne le possible recours à l'article 16. Et Macron agite la menace de la « *guerre civile* » qui pourrait justifier ce recours à l'article 16...

Les travailleurs et les jeunes qui votent pour le NFP ne sont ni aveugles ni amnésiques. Ils savent qu'il y a eu dans le passé des gouvernements, sous Mitterrand, sous Hollande, sous Jospin, qui rassemblèrent tous les partis que l'on retrouve aujourd'hui dans le NFP (ou leurs dirigeants) et refusèrent alors de s'engager sur la voie de la rupture. Souvent, lorsqu'ils sont interrogés à ce sujet, travailleurs et jeunes répondent : « *Nous n'avons pas oublié, mais on ne peut pas tout régler en même temps, c'est pourquoi nous voulons d'abord bloquer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et ensuite nous nous attèlerons à imposer un gouvernement qui mène une politique de rupture.* »

C'est dans ce contexte que le Parti des travailleurs a été amené à avancer le mot d'ordre « *Dégager Bardella, chasser Macron, rupture ouvrière* ». Des millions de travailleurs et de jeunes voteront pour le NFP parce qu'ils estiment que c'est la voie la plus économique pour imposer une politique de rupture, rupture avec la guerre, avec la misère, avec toutes les contre-réformes.

Sans illusion dans le programme du NFP, le Parti des travailleurs est partie prenante de ce mouvement de millions. En toute indépendance, déployant notre propre politique et nos propres mots d'ordre, nous conforterons le mouvement par lequel les travailleurs diront à ces dirigeants : « *Prenez le pouvoir entre vos mains, dégagez Macron, dégagez les institutions de la Ve République ! Formez un gouvernement Mélenchon-Roussel-Faure sans Macron ni patrons, sans les institutions de la Ve République ! Formez un tel gouvernement, mettez sans délai en œuvre les premières mesures d'urgence, sans craindre de rompre avec la Ve République et le capitalisme !* ». (Je pense qu'on ne devrait pas encourager les travailleurs à formuler leurs illusions dans les partis pourris du NFP. Je ne crois pas que ce soit le meilleur moyen de combattre ces illusions, aucune expérience dans le passé ne permet de le justifier, c'est une très grave erreur politique. Devraient-ils faire de même envers les capitalistes juste pour tester leur réaction ? On est en droit de se poser ces questions, non ? Et puis quoi encore, sachant pertinemment de quoi il retourne, bien d'autres arguments sont à notre disposition pour les amener à comprendre la nature du Front populaire, de ses partis, du capitalisme. – J-C)

Pour le Parti des travailleurs, cela exige notamment la confiscation des centaines de milliards de la loi de programmation militaire, des profits des capitalistes et des dividendes versés aux actionnaires, et leur affectation aux besoins du peuple travailleur.

Finalement, tout se concentre dans la capacité des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes pour faire prévaloir leurs besoins. L'issue ne pourra surgir que dans la confrontation directe entre les classes. Le Parti des travailleurs, bien qu'il ne le revendique pas explicitement dans son programme, ne peut se construire que comme un parti révolutionnaire qui assume non seulement la perspective de la rupture, mais aussi le combat pour lui ouvrir la voie, c'est-à-dire aider à organiser la lutte de classe par le combat pour l'unité.

La solution viendra de la rupture. Cette rupture peut être ouvrière et révolutionnaire et emprunter la voie démocratique du combat pour l'Assemblée constituante et le gouvernement ouvrier. Elle peut à l'inverse être une « rupture » de type totalitaire, prenant y compris la forme d'un coup d'État ou d'une dérive vers une nouvelle forme de fascisme.

Tel est l'enjeu de la nouvelle étape de confrontation qui mûrit entre les classes sociales.

N. B. : Cet éditorial a été rédigé les 24 et 25 juin. Au rythme extrêmement rapide des événements, il sera probablement dépassé dans tel ou tel aspect factuel avant même l'impression du journal. Il reviendra aux travailleurs, aux jeunes, aux militants ouvriers qui nous lisent de juger si, au-delà de tel ou tel détail, la ligne générale de notre analyse et les conclusions que nous en tirons sont utiles ou non au combat d'émancipation.

---

**Mes commentaires publiés dans deux blogs.**

**Note aux lecteurs.**

Si vous souhaitez partager vos idées sans vous faire insulter ou sans être censuré, vous pouvez les adresser au blog *Le Grand Soir* qui a publié tous mes commentaires jusqu'à présent. Je suis sûr qu'il accueillera les vôtres avec plaisir, si toutefois vous respectez les autres lecteurs et que vous ne tentez pas d'imposer vos idées par des moyens déloyaux.

Toutes les tendances du mouvement ouvrier interviennent dedans, certains lecteurs vont voter NFP, LO, PRCF, RN, s'abstenir ou voter blanc.

En revanche, je ne vous conseille pas de vous connecter et d'envoyer des commentaires au blog *Réseau Internationale* étranger au mouvement ouvrier et où pullulent des lecteurs d'extrême droite que vous ne serez peut-être pas en mesure d'affronter.

---

- le Front populaire historique ne se concevait pas sans une dialectique très active, et entièrement tournée contre le grand capital

Or, le Front populaire refusa obstinément de s'attaquer au "*grand capital*", aux fondements du capitalisme, trahissant chaque fois ses engagements, et vous osez ressortir cela ? Avis à ceux qui en pinceraient pour le PRCF.

---

- Le plus troublant dans l'affaire Assange, c'est qu'il soit encore en vie, qui plus est, libre et apparemment en pleine forme.

D'autres personnages plus ou moins importants ont raconté qu'ils avaient été victimes de dizaines de tentatives d'assassinats pour finalement en réchapper miraculeusement, par exemple Meyssan ou Castro. D'autres généralement méconnus, mais figurant parmi des témoins gênants, ont eu moins de chance qu'eux et ont été liquidés à la première occasion.

Personnellement, je n'ai jamais fait référence aux "*révélations*" de WikiLeaks, parce que des médias-oligarques (Le Monde) en avaient été des destinataires, j'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de pas très propre derrière, quoi, je l'ignore précisément.

---

- Vous avez décrit Assange comme un agent des Rothschild et d'Israël, entre autres.

Or, en cherchant bien sur le Net pendant plus d'une heure, je n'ai trouvé absolument aucun article en anglais ou français corroborant ces graves accusations, pas la moindre trace.

En revanche, j'ai découvert que le blog délirant nommé La Cause du Peuple en était à l'origine, et que la plupart des assertions que je suis parvenu à vérifier étaient fausses ou un tissu de connerie, par exemple, Rothschild fondateur de Frontline, le passage sur Soros également, tout le reste s'est avéré être à l'avenant.

Du coup, je me désolidarise de votre commentaire, et je n'en diffuserai pas le contenu dans mon blog. Ce qui est dingue, c'est qu'il faille systématiquement tout vérifier avant de publier quoi que ce soit, c'est épuisant.

Quand on reproduit des infos d'une telle importance provenant d'un blog ou d'une autre source, la moindre des choses seraient de la communiquer aux lecteurs pour qu'ils puissent immédiatement en vérifier la validité ou le sérieux.

- De mon trou en Inde. Quel magnifique exercice de démocratie ouvrière !

Merci Le Grand Soir de permettre une telle confrontation d'idées en publiant tous ces commentaires sincères et étayés. Merci à tous ces honnêtes lecteurs animés de bonnes intentions qui défendent loyalement leurs idées sachant qu'elles peuvent encore évoluer, et qui partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qui soit. Comme quoi c'est parfaitement possible de discuter ensemble librement sans s'insulter ou s'étriller.

Cela devrait permettre d'y voir plus clair ou d'éclaircir notre horizon, qui demeure désespérément bouché depuis de trop nombreuses décennies, et de faire renaître chez des millions de travailleurs et des milliers de militants ouvriers l'espoir dans le socialisme, la seule alternative au capitalisme ou qu'un changement de régime politique et économique est indispensable et possible.

Cela devrait contribuer à définir une politique juste, qui d'un coup balayera nos désaccords et réalisera notre unité, sans laquelle nous ne vaincrons jamais nos ennemis. Car effectivement, personne d'autres que nous n'est responsable des tâches qui nous incombaient, et que nous ne sommes jamais parvenus à résoudre jusqu'à présent, nous devons l'assumer et aller de l'avant, au lieu d'avoir toujours les yeux fixés sur le rétroviseur du passé.

Dans ces commentaires chacun détient un petit bout de la vérité, mais personne n'est parvenu à les rassembler. Qu'est-ce qui devrait nous guider, nos objectifs politiques ou ce que pense untel ou untel, tel ou tel média, à les lire on se dit qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais on progresse. Par exemple, on a lu pas mal de choses sur Mélenchon, qu'en est-il au juste ? Pris au piège de ses contradictions, sauf à les partager et se compromettre, il est indéfendable, alors on ferait mieux de l'oublier.

Il faut aller à l'essentiel pour avancer, sinon on piétinera indéfiniment et on ne s'en sortira jamais. Toutes les voies qu'on a empruntées dans le passé et qui ont conduit à une impasse ou à une défaite, doivent être abandonnées. Pourquoi s'obstiner lorsque les mêmes causes produisent indéfiniment les mêmes effets, c'est stupide.

Là on baigne en pleine confusion. Pour les uns, *"Le principal intérêt de cette élection est de mettre hors d'Etat de nuire la macronie"*, pour d'autres, *"battre le parti fondé par des Waffen SS est la tâche de l'heure"*, ou encore, *"avec le NFP la promesse d'une rupture. Je préfère essayer la rupture plutôt que de ne rien tenter."*

Sinon on régresse : *"Je crois aussi que l'armée est assez sûr."*

Mais parfois on a le droit à un moment de lucidité : *"toute nouvelle trahison à la socialiste" se paiera très cher et verra le RN triompher sans coup férir !!"* Là aussi : *" Le FN n'est pas une pustule étrangère au système dominant. Il est une pièce maîtresse dans sa stratégie de sauvegarde du pouvoir. Il sert la droite (appel au réflexe républicain) comme la fausse gauche (barrage au fascisme) ce qui lui permet de justifier son existence avec un énorme gain : empêcher une vraie gauche de voir le jour et de se renforcer. C'est ce qui explique qu'aucune possibilité de révolution ne pointe son nez à l'horizon alors que tous les ingrédients d'une révolution en France cognent si fort. Bien joué pour le capitalisme. "*

Parfois on brûle, ici par exemple *"La seule chose à faire est de (...) tirer la leçon de nos soixante années de turpitude intellectuelle"*, ou encore *"les partis de gauche en France qui ont droit aux*

*médias de masse, ne sont pas de gauche.*", ici aussi " *LFI est une gauche parfois radicale mais toujours légaliste, démocrate et réformiste.*", là on y est : " *Le pire est que cette gauche ne veut plus affronter le capitalisme mais faire avec.*", ouf, c'est sorti aux forceps !

Pire, on se renie " *si JLM se met simplement en retrait - un sondage du "Nouvel Obs" le confirme : 38% des Français sont prêts à voter NFP et LFI s'il n'est pas impliqué dans un futur gouvernement ; ce qui nous mettrait en tête de tous les partis du pays ! Cela est une excellente surprise et prouve que la Gauche n'a pas dit son dernier mot si elle sait s'y prendre...»*, ou encore, quand " *mener le combat sereinement*" consiste à ne pas " *affoler les gens*", cela signifie qu'on n'a pas hésité à se compromettre avec l'ennemi, cela ne s'appelle pas de la sérénité, mais du sadisme.

Pire encore ou suicidaire, là on touche le fond, il y en a qui avouent avoir voté RN, " *un vote stratégique de déstabilisation de Macron*", et qui le voient déjà au pouvoir, à croire qu'ils l'espèrent.

On nous parle de " *mémoire*" à propos du fascisme, mais pas du Front populaire, du PS ou du PCF, des multiples trahisons de leurs dirigeants successifs pendant près d'un siècle ou plus.

Parmi ce " *qu'on n'a jamais essayé*" : La révolution, tiens, personne ne l'a fait remarquer, un oubli révélateur, plutôt inquiétant, non ?

---

- Voilà une description bien angélique, vous ne trouvez pas ?

- « *Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et bénéfice mutuel, et coexistence pacifique*»

Voilà un discours qu'on a entendu autrefois dans la bouche de tous les diplomates des puissances occidentales. Elles avaient exporté ou investi des masses considérables de capitaux sur les continents asiatique, africain et sud-américain, afin de profiter de la détresse économique des pays sous-développés pour en tirer un maximum de profits au détriment des populations locales qui resteront soumises au sous-développement durant près d'un siècle, ou leur imposer un mode de développement économique concourant à les réduire davantage en esclavage, leur modèle de société.

Autrement dit, les travailleurs de tous ces pays se verront accorder une amélioration de leur condition d'existence matérielle, sans pour autant que leurs conditions de vie soient satisfaisantes, car moyennant des conditions de travail harassant et des salaires misérables, de telle sorte qu'ils seront maintenus dans la pauvreté et la précarité absolue, un véritable cauchemar quotidien sans espoir d'en sortir. Dans chaque pays des puissances occidentales, des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu le même traitement injuste génération après génération depuis le début du XXe siècle, ce qui signifie qu'ils n'ont pas réellement profité du développement économique de leur pays.

Si nous ne sommes pas égaux face au développement économique dans notre propre pays, affirmer qu'il en irait autrement quand des grandes puissances traitent avec des pays pauvres, c'est nous prendre pour des imbéciles ou des ignorants.

La Chine faisant face à d'immenses besoins en matières premières pour nourrir sa population et assurer son développement futur, elle se sert de ses énormes réserves financières dues à son

excédent commercial et des gigantesques profits qu'elle tire de l'exploitation de ses travailleurs, pour jouer le même rôle économique à l'échelle mondiale que les puissances occidentales aux XIXe et XXe siècle, afin d'assurer la pérennité du capitalisme mondial. Elle investit en Afrique dans des infrastructures, et dans une certaine mesure dans le social, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, les capitalistes firent la même chose un siècle auparavant, parce qu'on ne peut pas faire marcher des usines avec une masse analphabète, indisciplinée, malade, crasseuse, et non par humanisme.

On vit la même chose en Inde où je vais terminer mes jours, et puis je suis issu d'une famille ouvrière française très pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. J'ai assisté depuis 1991 au "*développement économique*" de l'Inde. 35 ans plus tard, pour les travailleurs indiens le bilan est effroyable...

Qu'on ne nous raconte pas d'histoire, le caractère hégémonique qui domine les relations entre États, durera aussi longtemps que le système économique mondial reposant sur la confiscation du pouvoir politique et la domination d'une classe sur une autre, n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre.

---

**Enfin une bonne nouvelle de la famille Rothschild et de l'Etat profond américain : Ils sont dans la merde !**

J-C – Tout puissant, comme quoi, hein ? Nous les vaincrons, le socialisme s'imposera. N'en déduisez pas hâtivement que le capital financier lâcherait Macron. Il l'a essoré visiblement. Resservira-t-il ou il est bon à jeter, l'avenir le dira.

**Législatives 2024 : pour « *The Economist* », il n'y a plus de centre en France (littéralement) - Le HuffPost 27 juin 2024**

La Une du magazine économique anglais estime que sur l'échiquier politique, le centre a disparu. C'est-à-dire Macron.

Le big bang politique français résonne bien au-delà de l'Hexagone. Le magazine économique britannique *The Economist* a dévoilé la Une de son prochain numéro ce jeudi 27 juin qui représente un drapeau français déchiré. Et un titre : « *France's center cannot hold.* »

Sur le côté droit, le titre du numéro à paraître samedi 29 juin est clair : « *Le centre français ne tiendra pas.* » Une référence au parti Renaissance d'Emmanuel Macron, coincé entre les blocs de gauche et de droite à trois jours des élections législatives.

Alors que Renaissance avait une majorité relative en 2022, le camp présidentiel pourrait ne pas obtenir plus de 100 sièges (sur 577) à l'Assemblée. De quoi faire dire aux analystes, dont ceux de *The Economist*, hebdomadaire à tendance libérale et plutôt pro-Macron, que le centre représenté par le parti du président de la République pourrait bien disparaître après le 7 juillet prochain. Le HuffPost 27 juin 2024

J-C – Et les Young Leader de Davos ? Comme Macron trop déconnectés de la réalité apparemment...

## **Présidentielle américaine. Dans le camp démocrate en panique, la course pour remplacer Joe Biden est lancée - Courrier international 29 juin 2024**

Gavin Newsom ? Gretchen Whitmer ? Pete Buttigieg ? En panique suite à la performance catastrophique du président Joe Biden lors du débat du 27 juin contre Donald Trump, le parti démocrate ouvre grand les vannes pour un possible changement de candidat à la convention nationale de Chicago.

Une chose est sûre, le remplacement de Joe Biden qui continue, comme le souligne le Financial Times, de vouloir *“rester dans la course et se projette déjà dans le second débat contre Trump”*, programmé le 10 septembre sur la chaîne ABC News, ne sera pas chose aisée.

Trois scénarios se dégagent selon plusieurs médias américains dont le Wall Street Journal.

Première éventualité, Joe Biden décide effectivement de rester dans la course, auquel cas, souligne le journal :

*“Il n’y a pas de possibilité pour un autre démocrate de devenir le candidat officiel du parti.”*

Deuxième scénario : Joe Biden décide de se désister, les démocrates vont alors pouvoir nommer un nouveau candidat officiel lors de la convention nationale démocrate qui doit se tenir du 19 au 22 août prochain à Chicago.

Enfin, si Joe Biden décidait de se désister après la convention démocrate, cela compliquerait les choses pour son parti, *“le président du parti Jaime Harrison devrait alors consulter les gouverneurs et les élus démocrates du Congrès avant de pouvoir décider d’un remplacement”*. Courrier international 29 juin 2024

---

## **États-Unis: le New York Times appelle Joe Biden à se retirer de l'élection présidentielle - BFMTV 29 juin 2024**

Le journal américain le New York Times juge que Joe Biden n'est pas le bon candidat face à Donald Trump après son débat raté cette semaine. La convention qui doit désigner officiellement le candidat démocrate aura lieu au mois d'août. BFMTV 29 juin 2024

---

## **Crise politique en France et mauvaise farce électorale.**

### **Pourquoi se compromettent-ils ? Les sous !**

Le HuffPost - Quand un parti politique parvient à faire élire l'un des siens, celui-ci lui rapporte in fine 37 000 euros par an. Mais même s'il échoue, les rentrées peuvent être conséquentes. Avec une règle simple : tous les partis politiques qui réunissent plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions sont éligibles aux financements de l'État. Et ce, quel que soit leur résultat final. Chaque voix rapportera 1,61 euro chaque année au parti lié.

Il y a donc un enjeu au moins financier à participer à ces élections, quand bien même les chances de l'emporter sont minimes voire nulles. Avec 0 député, Reconquête a tout de même reçu 1 500 000 euros cette année. Et Lutte ouvrière, 370 000 euros.

Le sujet est aussi crucial au moment de nouer des alliances et nécessite de faire dans la dentelle. Car derrière la naissance du Nouveau Front populaire, présenté comme un accord de gouvernement et un programme de près de 200 mesures, il y a des enjeux financiers évidents. Si le PCF hérite de 50 circonscriptions, c'est avant tout parce qu'au-dessous il ne perçoit aucun financement public. Quand LFI « cède » une centaine de circonscriptions au PS, il lui laisse aussi la possibilité de percevoir plus d'argent. huffingtonpost.fr 27 juin 2024

J-C – Le PT, qui ne présentera que 20 candidats, n'est pas à mettre dans ce panier de crabes.

---

## **Géorgie.**

### **Géorgie : la loi contre la «propagande LGBT» votée en première lecture - RT 27 juin 2024**

Un projet de loi interdisant «la propagande des relations homosexuelles et de l'inceste» dans les établissements d'enseignement et les émissions de télévision a été adopté ce 27 juin en première lecture par la majorité des députés du Parlement géorgien.

L'opposition, elle, a boycotté le vote. Avant que ce texte ne devienne loi, deux autres lectures, prévues d'ici la fin de l'année, seront nécessaires.

Ce texte «concerne la diffusion de scènes intimes à la télévision et pendant les projections de films dans les salles de cinéma, ce qui est une pratique courante», avait précisé le président du Parlement, Shalva Papuashvili, début juin.

Ce projet de loi a déjà fait au début du mois de juin, l'objet de critiques acerbes dans les médias occidentaux. Ainsi, le journal canadien de langue française Le Devoir voyait dans l'usage des «valeurs traditionnelles» une «formule qui n'est pas sans rappeler celles du président russe», quand Politico parlait de «répression à la russe».

Moscou a en effet renforcé sa législation sur la «propagande LGBT» depuis la loi de 2013 interdisant la «propagande» de «relations sexuelles non traditionnelles» auprès des mineurs. Une loi qui a été élargie en 2022 auprès de tous les publics, dans les médias, sur internet, dans les livres et les films. Enfin, en novembre 2023, la Cour suprême russe a qualifié le «mouvement public international LGBT» de groupe extrémiste. RT 27 juin 2024

---

## **Bolivie**

### **Un coup d'Etat made in USA raté, qui avait comme une odeur de lithium.**

**En trois heures, la Bolivie a tremblé et éliminé une tentative de coup d'État 27 juin 2024 - RT 27 juin 2024**

Une tentative de coup d'État a été brisée en quelques heures à La Paz, la capitale bolivienne. Le général putschiste Zúñiga a été démis de ses fonctions et arrêté. Cette affaire intervient alors que le pays traverse une crise économique et institutionnelle profonde, mais attire aussi des convoitises en raison de ses vastes réserves de lithium.

Une tentative de coup d'État et des questions. Le général avait promis de «restaurer la démocratie», ses blindés enfonçant le 26 juin les portes du palais du gouvernement bolivien, avant de se retirer rapidement. En trois heures à peine, le général Juan José Zúñiga était démis de ses fonctions et présenté menotté devant les caméras de télévision.

Le président Arce a affronté le général putschistes dans le couloir du palais : *«Je suis votre capitaine et je vous ordonne de retirer vos soldats, et je ne permettrai pas cette insubordination»*, a-t-il lancé. Le président est ensuite apparu au balcon du palais présidentiel, la foule l'acclamant, semblant attester de l'absence de soutien populaire au général.

*«J'ordonne à tous ceux qui sont mobilisés de rejoindre leurs unités »*, a déclaré le nouveau chef de l'armée, José Wilson Sánchez. L'armée a d'ailleurs immédiatement obéi sans broncher au nouveau commandement militaire. Le ministre Eduardo del Castillo a indiqué que l'ancien vice-amiral de la Marine, Juan Arnez Salvador, avait aussi été arrêté.

Toujours selon AP, cette menace de putsch serait intervenue après de vives tensions, durant des mois, entre le président Luis Arce et son ancien allié, l'ex-président de gauche Evo Morales (2006-2019), pour le contrôle du parti au pouvoir, le Mouvement pour le socialisme en Bolivie (MAS), alors que le pays fait face à de graves difficultés économiques.

Les alliés d'Evo Morales au Congrès ont constamment contrecarré les tentatives du gouvernement Arce de s'endetter pour alléger une partie de la pression, encore selon AP.

Le général Zúñiga a évoqué cette paralysie durant sa tentative de renversement, revendiquant *«écouter le cri du peuple»* et déclarant à la presse que l'armée était fatiguée des luttes intestines et cherchait à *«restaurer la démocratie»*. *«Regardez dans quelle situation nous nous trouvons, dans quelle crise ils nous ont laissés»*, a-t-il ajouté.

Le ministre de la Justice, Ivan Lima, a indiqué que les procureurs allaient requérir la peine maximale de 15 à 20 ans de prison contre Zúñiga *«pour avoir attaqué la démocratie et la Constitution»*.

La question des raisons profondes reste ouverte. La rédactrice en chef de RT Margarita Simonian a quant à elle déclaré : *«Cette fois, la révolution du lithium en Bolivie a été stoppée.»* Avant de prévenir : *«Mais il y aura d'autres tentatives.»*

*«À cet égard, pourquoi n'envoyons-nous pas des "gens polis" pour protéger la démocratie bolivienne et en même temps les réserves mondiales de lithium (sans lequel l'électronique est impossible) des pattes sanglantes et avides bien connues ?»*, a-t-elle ajouté, faisant référence aux militaires russes ayant sécurisé la Crimée en 2014 lors du coup d'État du Maïdan en Kiev, avant son rattachement de la péninsule à la Russie.

Et Margarita Simonian d'ajouter, pointant la main de Washington : *«De plus, cet hiver, [la Russie a] convenu avec le gouvernement actuel d'exploiter conjointement ce lithium. Ce qui, apparemment, a provoqué le caractère ludique accru des pattes gourmandes.»*

Un avis partagé par le journaliste Frédéric Aigouy, qui s'interroge sur une coïncidence. «*Le partenariat entre l'entreprise d'État Yacimientos de Litio Bolivianos et la société russe Uranium One doit commencer à fonctionner en 2025*», avait lancé le président Luis Arce, présent début juin au Forum économique de Saint-Pétersbourg. «*La Bolivie, qui possède 23 millions de tonnes de réserves de lithium – les plus importantes de la planète – est candidate à l'adhésion au BRICS*», a-t-il souligné. RT 27 juin 2024

---

### **L'échec du coup d'État en Bolivie et la leçon pour Washington**

Lundi 24 juin le ministère bolivien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires de l'ambassade US afin de lui faire part du caractère inacceptable et du rejet par la Bolivie de l'interférence de Washington dans les affaires internes boliviennes. Deux jours plus tard, le 26 juin, la tentative de coup d'État a lieu. Ne laissant pratiquement pas de doute quant au commanditaire de ladite tentative. Avec comme résultat un fiasco pour le principal intéressé.

<https://reseauinternational.net/lehec-du-coup-detat-en-bolivie-et-la-lecon-pour-washington/>

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 30 juin 2024**

**A propos de *Ceci est une pipe*, le tableau de Magritte de 1929 à l'écran, la grande époque du surréalisme.**

Alors est-ce une pipe ?

Pour les uns oui, pour les autres non, puisqu'on ne peut pas la bourrer de tabac et fumer, c'est seulement la représentation d'une pipe.

Ce n'était pas jouer sur les mots comme aimaient le faire les surréalistes, mais plutôt une provocation de nature pédagogique, destinée à faire prendre conscience à leurs contemporains à l'aide d'une image ou peinture, que leurs visions ou leur compréhension de la réalité étaient souvent déformées ou erronée.

Depuis mes 19 ans, je vais en avoir 69 le 11 septembre prochain, j'ai passé mon temps à réfléchir ou à me questionner, à étudier, à remettre sans cesse en cause les connaissances que j'ai acquises, à la manière d'un scientifique qui considèrent qu'elles ne le sont jamais définitivement. Comment ? A partir de mes expériences quotidiennes, des matériaux que la situation présente me fournit et qui nourrissent mon imagination. Cette dernière ayant la faculté de me transporter aussi bien dans le passé que dans le futur, je m'y sens aussi bien à l'aise pour n'avoir pas renié mon passé, et pour ne pas craindre le futur qui verra s'épanouir le socialisme. Car comment pourrions-nous progresser, si nous n'étions pas habités par l'ardent désir de parvenir un jour à notre émancipation du règne de la nécessité, portés par notre légitime aspiration à la justice et à la liberté.

Bien que nous ne soyons actuellement qu'une infime minorité à en avoir réellement conscience, nous savons que la totalité des hommes et des femmes y aspirent forcément. Le meilleur moyen de s'en assurer ne consiste pas à s'en persuader dans sa tête ou de confondre la pipe avec sa représentation, c'est d'en discuter entre nous, avec eux, de les questionner, ils vous le diront, il n'y a donc aucune raison de désespérer.

---

**Tout est bien qui finit bien. Avec les mystifications, l'essentiel, c'est d'en conserver le contrôle jusqu'au bout.**

**Affaire Assange. Des révélations « embarrassantes » pour les Etats-Unis sans plus, alors quoi ?**

Par Graham Hryce, journaliste australien et ancien avocat spécialisé dans les médias

Assange est un journaliste et non pas un lanceur d'alerte ou un divulgateur de documents classifiés. La publication par Assange des documents classifiés en question n'a pas non plus causé de réel préjudice aux États-Unis, si ce n'est de les avoir mis dans l'embarras en révélant la vérité sur le comportement des États-Unis lors de leurs guerres en Afghanistan et en Irak.

La saga Assange est un conte salutaire sur l'exercice du pouvoir américain alors que l'empire américain décline, et sur la volonté continue des alliés des États-Unis, comme le Royaume-Uni et l'Australie, de se conformer aux exigences américaines même lorsqu'elles impliquent la persécution des citoyens de ces pays alliés. RT 29 juin 2024

---

### **Panama Papers. Il y a des « collaborations » qui trompent seulement ceux qui le veulent bien.**

J-C - Le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji) domicilié Washington, D.C. USA, a collaboré avec des médias-oligarques, tels Le Monde, le Washington Post, le Süddeutsche Zeitung ou The Guardian, par exemple, exactement comme Assange et WikiLeaks, vous ne trouvez pas cela étrange ?

Quel intérêt auraient-ils à nous faire des révélations, sinon tenter d'orienter dans une direction précise notre interprétation de la situation mondiale, nous bernier en somme, et tous ceux qui ont fait référence à ces révélations se sont laissé manipuler plus ou moins consciemment, plus quand ils travaillaient pour des médias publics ou privés corrompus, à peine moins quand il s'agissait de géopoliticiens à la petite semaine logés dans des médias sociaux.

Personnellement, je m'en suis abstenu et je ne le regrette pas. Alors pourquoi relayer ce genre d'infos ? Mais parce que nombreux sont ceux qui sont tombés dans le panneau. Si on souhaite vraiment que le niveau de conscience politique des travailleurs et militants progresse, il est de notre devoir d'effectuer ce travail et de le porter à leur connaissance.

### **Panama Papers : une trentaine d'accusés, dont les fondateurs de Mossack Fonseca, relaxés par la justice - Le HuffPost 29 juin 2024**

Au terme d'un procès qui aura duré 85 heures, la justice panaméenne a donc décidé de lever toutes les mesures de précaution prises à l'encontre des accusés, dont les noms n'ont pas été révélés.

Huit ans après les révélations des « Panama Papers », la justice panaméenne a rendu son verdict ce vendredi 28 juin concernant une trentaine de personnes accusées de blanchiment d'argent en lien avec le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. Faute de preuves suffisantes, la juge Baloisa Marquinez a « *relaxé 28 personnes accusées d'avoir enfreint l'ordre économique* », a indiqué le tribunal dans un communiqué.

L'affaire avait éclaté en 2016 après la publication d'une enquête, connue sous le nom de « *Panama Papers* », menée par le Consortium international de journalistes d'investigation (Ciji).

S'appuyant sur la fuite de 11,5 millions de documents provenant de l'étude Mossack Fonseca, elle a révélé que des chefs d'État et de gouvernement, des responsables politiques de premier plan et des personnalités des finances, des sports et du monde artistique ont caché au fisc des propriétés, des entreprises, des capitaux et des bénéfices.

À cette fin, ils ont créé des sociétés opaques, par l'intermédiaire du cabinet panaméen, pour ouvrir des comptes bancaires et créer des sociétés écrans dans plusieurs pays, afin de dissimuler de l'argent, provenant dans certains cas d'activités illégales, selon l'enquête du consortium. Le HuffPost 29 juin 2024

## **Pourquoi s'acharment-ils à salir la mémoire d'Einstein. Serait-ce parce qu'il avait adopté le socialisme et rejeté le sionisme.**

J-C - Le Point commence par attribuer à Albert Einstein une "surprenante lettre" au contenu sulfureux, puis, une fois cette terrible accusation balancée, avouer qu'"en réalité", le "texte a été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques", sans même qu'on sache si Einstein aurait participé à sa rédaction. Ensuite, peu importe qu'il ait manifesté le regret de l'avoir signé, après avoir pris connaissance qu'il avait été victime de fausses informations sur l'armement de l'Allemagne nazi, puisque sa signature figurait au bas de cette lettre, il sera déclaré coupable, sa compromission établie une fois pour toute, sa mémoire salie pour toujours, leur objectif était atteint. Sauf qu'en réalité il méritait d'être acquitté.

J-C - Premier acte : Le titre de l'article du Point est volontairement trompeur, et relève de la diffamation comme vous pourrez le lire plus loin.

### **Quand Albert Einstein encouragea le président Roosevelt à fabriquer la première bombe nucléaire - lepoint.fr 29 juin 2024**

J-C - Second acte : La terrible accusation portée contre le célèbre physicien.

Le Point - Une surprenante lettre du physicien Albert Einstein, dans laquelle il encourage les États-Unis à développer des bombes nucléaires, vient de refaire surface et sera vendue aux enchères en septembre.

Quelques semaines avant le début de la Seconde Guerre mondiale, Albert Einstein a envoyé une lettre au président américain Franklin D. Roosevelt pour lui recommander de mettre au point les premières bombes nucléaires.

Adressée à Franklin D. Roosevelt le 2 août 1939, le courrier met en garde le chef d'État américain contre la possibilité que l'Allemagne nazie soit en mesure de créer des armes atomiques. « *Il est concevable – mais beaucoup moins certain – que des bombes extrêmement puissantes d'un nouveau type puissent ainsi être construites* », alertait le physicien. C'est pourquoi il lui recommande vivement de lancer son propre programme nucléaire.

J-C - Troisième acte : Des précisions capitales vont affaiblir l'accusation portée contre lui, à ce stade il ne serait plus que complice, de quoi, réponse à l'acte trois.

Le Point - Le texte a, en réalité, été rédigé par un autre physicien, le Hongrois Leo Szilard avec l'aide d'autres scientifiques, mais porte bel et bien la signature d'Albert Einstein.

J-C - Quatrième et dernier acte : Revirement, il a été berné ou mal informé, par conséquent il ne pouvait pas se prononcer en connaissance de cause, Délibération du jury populaire : Blanchi de toute accusation, monsieur Albert Einstein est acquitté.

Le Point - Après la réussite du projet de recherche "Manhattan", mené par Robert Oppenheimer à la même époque pour justement mettre au point une bombe nucléaire, Albert Einstein aurait regretté d'avoir envoyé cette lettre. Il a déclaré au journal Newsweek en 1947 : « *Si j'avais su que les*

*Allemands ne parviendraient pas à fabriquer une bombe atomique, je n'aurais jamais levé le petit doigt.* » lepoint.fr 29 juin 2024

J-C - Comme quoi il faut bien tout lire attentivement, et demeurer vigilant en permanence face aux falsificateurs de l'histoire.

Ils ont dû rendre public l'intégralité du contenu de cette lettre avant sa mise aux enchères en septembre prochain chez Christie's, à New York, après que l'héritier du cofondateur de Microsoft, Paul Allen, décédé en 2018, ait décidé de mettre en vente plusieurs objets de sa collection, dont cette lettre, sinon gageons qu'ils en auraient fourni une version tronquée.

---

### **Cherchez l'erreur. La Palestine toujours soumise au colonialisme anglo-saxon.**

J-C – Notez bien, seuls les mandats d'arrêt contre les dirigeants du Hamas courent toujours sur la base d'accusations provenant des autorités israéliennes, sans qu'aucune preuve ou témoin ne les confirme. Peu importe, puisque l'accusation est à charge, et les arguments de la défense ou des accusés ont été rejetés.

### **Guerre à Gaza : le processus d'émission des mandats d'arrêt de la CPI retardé par une demande de Londres - RT 28 juin 2024**

La CPI a autorisé le Royaume-Uni à contester sa compétence à juger des citoyens israéliens, provoquant la suspension du processus d'émission d'éventuels mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant.

Le 20 mai, dans le cadre de l'offensive israélienne à Gaza, Karim Khan avait fait savoir qu'il avait demandé un mandat d'arrêt à l'encontre des deux responsables. *«Sur la base des éléments de preuve recueillis et examinés par mon bureau, j'ai des motifs raisonnables de croire que Benjamin Netanyahu, le Premier Ministre d'Israël, et Yoav Gallant, le ministre de la Défense d'Israël, portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis sur le territoire de l'État de Palestine (dans la bande de Gaza) à partir du 8 octobre 2023 au moins»,* avait-il déclaré.

Outre le Premier ministre israélien et son ministre de la Défense, les accusations ont aussi été portées contre trois dirigeants du Hamas, notamment Yahya Sinouar, qui dirige le Hamas à Gaza, incluant *«l'extermination», «le viol et d'autres formes de violence sexuelle»* et *«la prise d'otages en tant que crime de guerre»*. Sont aussi visés Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas, et Mohammed Deif, qui dirige les Brigades al-Qassam, sa branche armée. RT 28 juin 2024

---

### **La CPI ajourne les mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants israéliens - RT 29 juin 2024**

Cette information a été rapportée par le Jerusalem Post. Selon ce média, la décision a été prise après que la Grande-Bretagne a déposé un dossier d'amicus curiae (*« ami de la Cour »*) contre la compétence de la CPI dans cette affaire. En conséquence, la Cour a non seulement accepté la demande d'intervention de Londres dans le procès, mais a également donné aux autres pays jusqu'au 12 juillet pour exprimer leur position sur l'affaire. La pratique de l'amicus curiae dans le

système judiciaire de certains pays consiste à permettre à des experts indépendants qui ne sont pas directement impliqués dans la procédure de soumettre à la cour leurs opinions sur des questions d'importance publique. RT 29 juin 202

J-C – La CPI ne pourrait commettre un crime de lèse-majesté envers les « *amis de la Cour* »... de Charles III !

---

### **Crise politique en France et mauvaise farce électorale.**

**A ceux qui expliquent qu'il faudrait laisser les travailleurs manifester des illusions dans le Front populaire. Qu'ils en assument toutes les conséquences.**

Quand vous voyez qu'un gosse va mettre les doigts dans une prise de courant, comment réagissez-vous ?

Vous le laissez faire en estimant que cela lui donnera une bonne leçon, quitte à ce qu'il s'électrocute parce qu'il a les pieds mouillés, ou bien vous l'en empêcherez en lui expliquant pourquoi il ne faut pas le faire, parce que cela pourrait s'avérer dangereux ou lui être fatal ?

Quand on en est rendu à ce stade d'infantilisme politique proche du zéro théorique, il faut se mettre à leur niveau pour tenter de leur faire comprendre quelque chose. Je comprends que certains se découragent et n'en aient pas envie. Mais que voulez-vous faire d'autres, les traiter de cons comme font certains, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode.

---

### **Et voilà que la météo fait dans le complotisme !**

Quinze petits degrés ce matin à Paris, 12° au réveil à Rennes, 20° au mieux à Belfort et 25° pour Marseille ou Nantes, l'été n'est toujours pas à la fête dans l'Hexagone.

**Rien ne va plus, en plus il flotte !**

La dépression de ce samedi laisse derrière elle un fond d'air froid et une traîne nuageuse sur une large partie de la France, accompagnée de quelques pluies persistantes... 20minutes.fr 30 juin 2024

J-C – Il prévoit du soleil, puis le retour de la flotte dès jeudi sauf dans le midi. Ici au Tamil Nadu, depuis 30 ans on n'a jamais eu un été aussi frais et autant de pluie, le climat se refroidirait-il ?

Si même le climat travaille contre eux, ils sont foutus ! Place au socialisme !

---

### **Santé. L'une des plus cruelles ou sadique mystification.**

**L'hypothèse des germes — Partie 1**

<https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-1/>

## **L'hypothèse des germes – partie 2**

<https://nouveau-monde.ca/lhypothese-des-germes-partie-2/>

Quoi qu'il en soit, cette enquête en deux parties sur les preuves utilisées pour affirmer que l'hypothèse des germes a été prouvée par Pasteur et Koch devrait montrer clairement que rien n'est plus éloigné de la vérité.

L'hypothèse des germes, telle qu'elle a été élaborée sur la base d'un phénomène naturel observé, n'a pas pu être prouvée par des expériences reflétant la voie hypothétique de l'exposition naturelle. Pasteur et Koch ont dû recourir à des méthodes contre nature et grotesques pour tenter de rendre les animaux malades.

Ils ont tous deux été incapables de satisfaire aux quatre postulats logiques essentiels attribués à Robert Koch, qui sont censés prouver que tout microbe peut réellement causer une maladie. Ils ont dû contourner et enfreindre les règles afin de faire concorder leurs preuves. Pourtant, dans de nombreux cas, des chercheurs indépendants ont présenté des preuves qui contredisaient complètement ce que les deux hommes avaient avancé.

Ainsi, l'hypothèse des germes n'a jamais été prouvée par des preuves issues de la méthode scientifique et conformes à la logique des postulats de Koch.

L'hypothèse des germes a été réfutée involontairement par Pasteur et Koch, ainsi que par les divers chercheurs indépendants qui l'ont mise à l'épreuve. Elle n'aurait jamais dû être élevée au rang de théorie scientifique. Au contraire, elle devrait être reléguée dans la corbeille à papier avec toutes les autres hypothèses réfutées.

J-C – Ce n'est pas la première fois qu'on aborde ce sujet et qu'on reproduit des documents réfutant l'essentiel des conclusions des travaux de Pasteur. Autrement dit, la conception de la médecine en vigueur depuis le début du XXe siècle repose sur une mystification ou une escroquerie.

Ce n'est pas un hasard si elle a été adoptée ou récupérée par la fondation Rockefeller dès cette époque, parce qu'elle allait fournir l'occasion aux trusts pharmaceutiques de se développer et à leurs principaux de s'enrichir démesurément sur le dos des peuples, dont la santé était finalement la dernière préoccupation de ces philanthropes milliardaires.

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 28 juin 2024**

**C'est le scénario que j'ai publié dans la causerie du 27 juin.**

**Macron et le fantasme de la « troisième voie » - lepoint.fr 27 juin 2024**

Partant de l'hypothèse où le Rassemblement national (RN) tout comme le Nouveau Front populaire (NFP) échoueraient à obtenir la majorité absolue, fixée à 289 sièges, à l'issue des élections législatives, Emmanuel Macron souhaiterait monter un bloc central « modéré » capable de former une coalition pour gouverner le pays.

Ce vœu présidentiel, que nous décrit Mathilde Siraud, rédactrice en cheffe du service politique du Point, rassemblerait, outre les élus macronistes reconduits (Renaissance, Horizon, MoDem, UDI), des députés LR n'ayant pas fait alliance avec le RN ainsi que des membres du NFP hors LFI (socialistes, écologistes, communistes).

Si le chef de l'État espère ainsi dépasser la barre des 289 élus républicains anti-RN, ce qui est loin d'être garanti, il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats. « *On a changé d'univers politique. L'esprit de responsabilité doit prévaloir. La coalition qu'on n'a pas obtenue par la parole, on peut la forcer par les urnes* », tente-t-on de se convaincre à l'Élysée, avec pour modèle le système politique allemand. lepoint.fr 27 juin 2024

J-C - "Il risque néanmoins de se heurter au refus de nombreux députés, rétifs à l'idée de composer avec un président qui a toujours refusé le moindre compromis au cours de ses deux mandats", Faure (PS) a trouvé la parade sur France 2 le 27 juin : Désigner un Premier ministre qui ne sera « *ni insoumis, ni écolo, ni socialiste, ni communiste* » mais « *issu* » de l'alliance. (20minutes/AFP 28 juin 2024), sans doute issu de "la société civile, donc qui serait compatible avec Macron, et chez lequel "l'esprit de responsabilité prévaudrait, entendez par là, qui ménagerait les capitalistes ou mieux, qui prendrait en compte leurs besoins.

La suite peut-être demain ou dimanche dans la journée.

Haut de page ↗

---

**Le 27 juin 2024**

J'ai mis en ligne la causerie couvrant la semaine passée (22 pages). Je manque d'infos sur l'état d'esprit des masses et les mouvements sociaux en cours pour aller plus loin dans mes analyses sur la France, ne m'en voulez pas de commettre des erreurs.

Je voulais me reposer et me revoilà à travailler, ce n'est pas sérieux !

Haut de page ↗

---

## Le 26 juin 2024

Il pleut depuis 4 jours, du coup je reste enfermé chez moi et j'ai eu le temps de préparer une nouvelle causerie que je vous soumettrai demain ou en fin de journée. En attendant je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infaillible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces - pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire !

Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prérévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'Etat institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron, autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

*Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire*" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !

■ [Au format pdf.](#)

Haut de page ↗

---

## Le 19 juin 2024

Le chaos actuel est le produit de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'amplifier depuis que la France s'était dotée d'un policier comme président en 2007, Sarkozy, ex-ministre de l'Intérieur, signe avant-coureur du fascisme, c'est aussi le produit de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat qui n'a jamais été résolue depuis la dégénérescence de l'Internationale Communiste, la bourgeoisie n'est plus en mesure d'imposer sa politique antisociale à la classe ouvrière, alors elle recourt au Front populaire et au fascisme comme chaque fois dans le passé pour tenter de les imposer en dupant et désarmant les masses ou par la force si nécessaire.

On s'achemine vers une situation où aucun parti ou aucune coalition ne disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner, autrement dit, Macron où la marionnette de l'oligarchie financière va demeurer le seul maître à bord, il pourrait être tenté de gouverner quelque temps à coup d'ordonnances, décrets et 49.3, puis démissionner, une fois les Jeux olympiques terminés, car on voit mal comment il pourrait les reporter, et le fait de ne pas avoir achevé son second mandat pourrait lui permettre de se représenter, une fois la démonstration faite que le RN ou le Nouveau front populaire (NFP) n'étaient pas en mesure de tenir leurs engagements et de gouverner le pays ou pire encore.

Il est inconcevable que Macron laisse le NFP déconstruire ou annuler les mesures qu'il a adoptées depuis 2007, et qui plus est, adopter des mesurette progressistes, par conséquent la nomination d'un Premier ministre issu du NFP est impossible, hormis Hollande ou Glucksmann qui le ferait implorer

en reniant ses engagements. Encore faudrait-il que le NFP dispose de la majorité simple ou absolue, or à l'heure actuelle rien ne permet de l'envisager, sauf si ceux qui tirent les ficelles pour le compte de RN décidaient de le lâcher au tout dernier moment, ils ont bien fait le coup à Fillon, souvenez-vous.

Laisseraient-ils RN parvenir aux marches du pouvoir ? Pourquoi pas, mais en bas, c'est-à-dire sans pouvoir gouverner ou en étant privé de tout pouvoir, car un tel panier de crabes est bien trop imprévisible, reste à savoir comment ils comptent l'instrumentaliser dans les mois ou années à venir. Le problème qu'ils rencontrent avec RN et le NFP, c'est qu'on n'est plus dans les années 30 ou même 70, de nos jours avec les nouveaux moyens de communications ou les réseaux dits sociaux, leur baratin est très rapidement mis à nu, leurs mensonges démasqués, cela ne suffit pas, mais pour peu que les médias mainstream en rendent compte par calcul ou par erreur, et ils sont cuits !

Notez bien que c'est valable pour tous les partis, c'est peut-être aussi ce qui explique la très forte abstention. Pour autant, cela ne signifie pas que les masses cesseraient de subir l'influence des médias, leur matraquage quotidien, la propagande officielle. Il en faut beaucoup plus pour se forger une conviction ou pour décider de passer à l'action, c'est toute une éducation politique qui reste à acquérir, ce qui fait défaut aux masses, aux nouvelles générations, ils la feront en partie dans le feu de la lutte des classes, encore faut-il que quelqu'un les aide à en tirer des enseignements utiles pour leur combat politique à venir et non les trompe. Cela prend du temps, beaucoup de temps, donc plus on sera à faire ce travail, et plus on hâtera la fin de ce régime réactionnaire.

---

## Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky

Article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans *La Vérité*, 26 novembre 1935, sous le titre « *Front populaire et comités d'action* »

J-C - Face à la menace du fascisme, à la trahison du front unique qui enfanta le Front populaire, Trotsky appelait à "*une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme*". Ce document fournit un ensemble d'enseignements théoriques et pratiques dont certains sont d'actualité, je vous engage à le lire attentivement et à le faire circuler autour de vous.

- [Écrits sur la France 1935 - Léon Trotsky au format pdf](#)